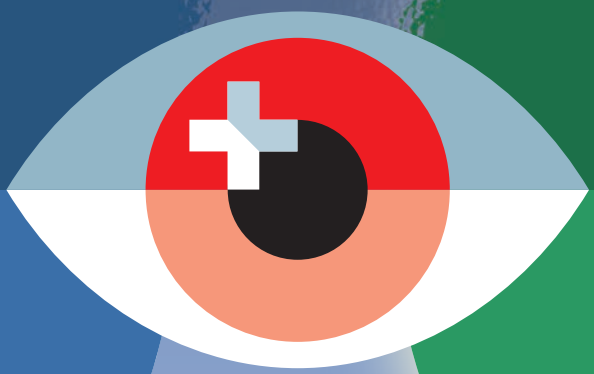
Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun Svizra

Service de renseignement de la Confédération SRC

LA SÉCURITÉ DE LA SUISSE 2022



Rapport de situation du Service de renseignement de la Confédération

LA SÉCURITÉ DE LA SUISSE 2022

Rapport de situation
du Service de renseignement
de la Confédération

Table des matières

Repenser la politique de sécurité

La guerre d'agression russe contre l'Ukraine a amorcé une réévaluation de la politique de sécurité. En février 2022, le président Vladimir Poutine a détruit l'ordre sécuritaire européen tel que nous le connaissions. Le conflit en Ukraine menace toutefois aussi un ordre mondial marqué par la rivalité stratégique entre les États-Unis et la Chine.

Le contexte géopolitique de l'Europe a profondément changé. La réponse de l'Occident à la menace militaire directe de la Russie est devenue une priorité en matière de politique de sécurité, dont une nouvelle configuration se dessine actuellement en Europe.

Dans ses analyses de situation, le SRC signale déjà depuis longtemps la menace grandissante de la Russie. Dans son rapport de novembre 2021 sur la politique de sécurité, le Conseil fédéral a indiqué que la Russie adoptait une attitude toujours plus hostile et qu'elle pourrait aussi provoquer un conflit armé en Europe. Ce rapport signalait également que la Russie pourrait déployer des moyens militaires qui entraîneraient une escalade. Ces messages essentiels se sont malheureusement vérifiés après seulement quelques semaines.

Kiev n'est qu'à 1730 km de Berne à vol d'oiseau. Ce conflit affecte également une multitude de questions de politique de sécurité dans notre pays : défense, sécurité de l'approvisionnement, mouvements de réfugiés, activités d'influence et cyberattaques. Il a par ailleurs aussi des conséquences économiques. Dans un monde désormais plus incertain, la sécurité est à nouveau un bien précieux. C'est précisément pourquoi la mission du SRC demeure aussi de suivre de près d'autres menaces comme le terrorisme, l'extrémisme violent, les cyberattaques, l'espionnage ou la prolifération.

Nous sommes les témoins d'un changement d'époque qui ébranle et modifie durablement les fondements de la sécurité en Europe. En 2022, la Suisse a clairement revendiqué son appartenance à la communauté de valeurs occidentale. À l'avenir, il s'agira d'apporter également notre contribution à la sécurité européenne, dont la Suisse bénéficie elle aussi.

Viola Amherd, Conseillère fédérale
Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports DDPS

Le rapport de situation en bref

La Russie, en menant une guerre d'agression contre l'Ukraine dès février 2022, n'a pas seulement violé gravement le droit international, elle a aussi détruit l'ordre sécuritaire européen vieux de plusieurs décennies. Le risque d'un conflit militaire direct entre la Russie et l'OTAN est devenu plus important. En Europe, la guerre en Ukraine a amené à repenser la politique de sécurité : la Finlande et la Suède ont soumis une demande d'adhésion à l'OTAN, l'UE souhaite assumer davantage de responsabilité stratégique et les États européens sont prêts à augmenter massivement leurs dépenses en matière de défense. Enfin, une harmonisation s'est opérée entre les pays d'Europe occidentale, ceux d'Europe centrale et orientale et les États-Unis quant à leur vision de la Russie et de la Chine.

L'ordre sécuritaire européen s'était toutefois érodé depuis longtemps déjà. La pandémie de COVID-19 ainsi que l'invasion russe n'ont fait qu'accélérer et renforcer des tendances politico-sécuritaires existantes, en particulier la concurrence entre les grandes puissances.

- L'ordre mondial est toujours placé sous le signe d'une rivalité stratégique entre les États-Unis et la Chine ainsi que d'une scission progressive du monde en deux sphères d'influence, l'une américaine, l'autre chinoise. La confrontation entre les États occidentaux d'esprit libéral et la Chine, mais aussi la Russie, rend plus difficiles les réponses communes aux défis globaux.

- La Russie veut réintégrer l'Ukraine définitivement dans sa sphère de pouvoir. La guerre a toutefois donné un nouvel élan à l'identité nationale ukrainienne. Pour l'heure, les effets des sanctions occidentales ne menacent pas encore le régime russe et un revirement des organes sécuritaires semble encore improbable en Russie.

- Malgré la confrontation actuelle avec la Russie, les États-Unis veulent continuer à se concentrer autant que possible sur la Chine, qu'ils considèrent comme le seul rival stratégique d'importance quasi équivalente à la leur. Toutefois, l'endiguement de la Russie et le renforcement du flanc est de l'OTAN vont dans un premier temps mobiliser davantage de moyens américains que ce qui était prévu, même si les États européens semblent disposés à envisager une compensation des charges au sein de l'Alliance.

- La Chine ne va probablement pas se détourner de la Russie, mais elle veut éviter la rupture avec les États occidentaux. Ces derniers ne veulent pas non plus de rupture, car cela entraînerait des difficultés économiques de part et d'autre. Le président Xi Jinping veut à tout prix assurer l'élévation de la Chine à un rang de puissance économique et technologique mondiale.

- L'espionnage est un phénomène durable – le niveau d'activités dans ce domaine est aujourd'hui déjà élevé, et il est en hausse constante. La Genève internationale reste un centre névralgique pour les activités d'espionnage. Différents États européens ont récemment expulsé des officiers de renseignement russes, ce qui pourrait inciter les services russes à déployer leurs effectifs dans des États qui, comme la Suisse, n'ont pas procédé à des expulsions.

- Le contrôle stratégique des armements entre les États-Unis et la Russie se trouve dans un équilibre précaire ; la Chine ne participera pas au contrôle stratégique des armements. La rivalité entre les grandes puissances favorise qui plus est la Corée du Nord, puisque les États-Unis et la Chine ne collaboreront pas non plus dans ce dossier et que les seules mesures économiques ne contraindront pas le régime à renoncer à son programme d'armes nucléaires. L'Iran va pour sa part devenir un « État du seuil » nucléaire, mais le pays ne devrait pas relancer un nouveau programme d'armes nucléaires à moins d'y être contraint. Quant à l'accord sur le nucléaire iranien (Plan d'action global commun, PAGC), aucune ranimation ne se dessine actuellement.

- Lors de conflits en général, et plus particulièrement en cas de guerre, il faut toujours s'attendre à des cyberactivités. C'est ainsi que les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'UE ont attribué des cyberattaques menées à la fin février 2022 contre des réseaux commerciaux de communication par satellites à la Russie. Depuis janvier 2022 déjà, des cyberopérations russes sont menées contre des réseaux ukrainiens publics et privés. Durant le retrait russe du nord de l'Ukraine, des pirates – appartenant vraisemblablement au groupe Sandworm attribué au service de renseignement militaire russe GRU –, ont attaqué à la mi-avril 2022 l'approvisionnement ukrainien en électricité.

- Les acteurs non étatiques, en particulier les entreprises technologiques occidentales, jouent un rôle croissant en matière de politique de sécurité. L'Ukraine a ainsi utilisé l'accès Internet rendu possible par l'infrastructure satellitaire de Starlink entre autres pour lancer des attaques de drones contre des chars russes. Microsoft a aidé le gouvernement ukrainien et des entreprises ukrainiennes à identifier et à éliminer les activités menaçant les réseaux ukrainiens.

- La polarisation ainsi que la fragmentation de la société entraînent un risque d'extrémisme violent. L'extrémisme Corona violent en est un exemple. Toutefois, avec la fin de la pandémie, il est probable que ce milieu s'apaise et que son ampleur se réduise. Dans le domaine de l'extrémisme violent, ce sont surtout les milieux d'extrême gauche et d'extrême droite violents qui influencent l'état de la menace.

Le radar de la situation

Le SRC utilise depuis 2011 l'instrument du radar de la situation pour présenter les menaces importantes qui pèsent sur la Suisse. Dans sa version simplifiée, sans données confidentielles, il est une des composantes du présent rapport. Cette version publique contient les menaces qui relèvent du domaine d'activité du SRC. Elle est complétée par des thèmes importants en matière de politique de sécurité tels que les « Risques liés à la migration » et la « Criminalité organisée ». Ces deux thèmes ne sont pas traités dans le présent rapport. Pour plus d'informations à leur sujet, se référer aux rapports des autorités fédérales compétentes.

Environnement stratégique

Résultat de l'appréciation du SRC

Europe : sous le signe de la guerre menée par la Russie

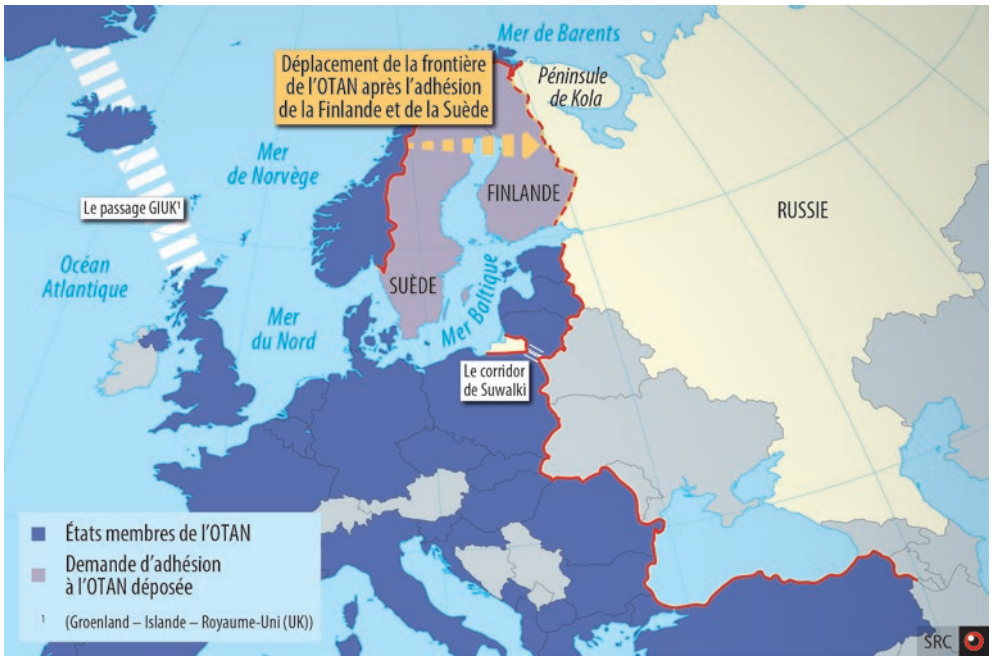
En date du 24 février 2022, la Russie a entamé une guerre d'agression contre l'Ukraine. Ce faisant, elle n'a pas seulement violé gravement le droit international, mais elle a aussi détruit l'ordre sécuritaire européen négocié en 1975. Ce dernier, qui toutefois s'érodait depuis longtemps déjà, reposait en particulier sur les principes de la résolution pacifique des conflits et de l'inviolabilité des frontières en Europe.

La guerre menace également l'ordre mondial, placé sous le signe d'une rivalité stratégique entre les États-Unis et la Chine ainsi que d'une scission progressive du monde en deux sphères d'influence. Dans ses rapports annuels précédents, le SRC soulignait déjà que le retour de la géopolitique et des politiques de puissance, les rivalités croissantes entre les États-Unis et la Chine ainsi que la formation de deux espaces normatifs constituaient les tendances dominantes en matière de politique de sécurité au niveau mondial. Ces derniers temps, le partenariat anti-occidental entre la Chine et la Russie est devenu plus étroit, un phénomène que la césure de 2022 pourrait renforcer. La confrontation entre les États occidentaux d'esprit libéral et la Chine et la Russie ainsi que l'affaiblissement et le blocage des institutions multilatérales ont également pour effet qu'il est plus difficile de trouver des réponses communes aux défis globaux que sont le terrorisme, la prolifération nucléaire, les pandémies ou encore le changement climatique. Menée sur le plan politique,

et toujours davantage sur le plan militaire, cette confrontation menace de renforcer la séparation sur le plan idéologico-culturel également. La notion d'Occident libéral est à comprendre sous l'angle civilisationnel et non géographique : dans le camp occidental et libéral mené par les États-Unis, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande jouent également un rôle important, pas seulement vis-à-vis de la Chine, mais aussi s'agissant des sanctions contre la Russie.

Comme la pandémie avant elle, la guerre menée par la Russie a également accéléré et consolidé les tendances politico-sécuritaires. La pandémie a renforcé la concurrence stratégique entre les États-Unis et la Chine et durci l'image que l'Europe a de cette dernière. Autrefois divergentes, les perceptions transatlantiques de la menace représentée par la Chine se sont désormais rapprochées ; tout comme les États-Unis, l'UE et les alliés européens au sein de l'OTAN accordent aujourd'hui une attention accrue aux aspects stratégiques de l'élévation de la Chine au rang de puissance mondiale. Dans le même temps, la guerre en Ukraine a engendré des changements fondamentaux pour l'Europe : l'UE a adopté plusieurs paquets de sanctions, en particulier dans les domaines financier et économique, elle s'est prononcée en faveur de moyens pour stabiliser financièrement et économiquement l'Ukraine, elle a fourni pour la première fois des moyens létaux destinés à soutenir les forces armées ukrainiennes

La frontière de l'OTAN à l'est après une adhésion de la Finlande et de la Suède



et elle a accordé rapidement une protection provisoire aux réfugiés. Avec l'adoption de la boussole stratégique en mars 2022, l'UE a aussi présenté un plan d'action pour renforcer sa politique de sécurité et sa politique de défense. L'Allemagne a pris un virage à 180 degrés dans sa politique vis-à-vis de la Russie et a annoncé une hausse massive de ses dépenses en matière de défense. La Suède et la Finlande ont soumis une demande d'adhésion à l'OTAN. La menace militaire représentée par la Russie est à nouveau devenue plus pressante pour l'Europe, y entraînant un changement de mentalité qui se reflète dans le discours portant sur la politique de sécurité. Outre l'OTAN, l'UE devrait sortir renforcée de cette crise en tant qu'actrice de la politique de sécurité alors que d'autres institutions de l'architecture de sécurité européenne, telles que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ou le Conseil de l'Europe, sont fragilisées.

En 2022, la Russie est devenue un État paria, isolé sur le plan politique, social et culturel, et pas uniquement par les pays occidentaux. Au sein de l'Assemblée générale de l'ONU, seuls le Bélarus, la Syrie, la Corée du Nord et l'Erythrée ont soutenu la position russe. Les sanctions occidentales visent à couper le plus largement possible la Russie du commerce mondial, des marchés financiers mondiaux et des investissements étrangers. Isolée, affaiblie militairement et économiquement, la Russie sous le régime actuel sera un acteur difficile et dangereux des années durant. L'effet de la politique occidentale et libérale d'endiguement de la Russie est toutefois relativisé par le fait que des puissances importantes comme la Chine et l'Inde tendent à approfondir leurs relations avec ce pays, ou du moins à les maintenir en l'état.

En quelques mois à peine, le contexte politico-sécuritaire de la Suisse s'est vu bouleversé, ce qui influence de manière déterminante les menaces pesant sur notre pays. Pendant des décennies, la Suisse a profité de l'ordre sécuritaire européen ainsi que d'un ordre mondial fondé sur des règles. La politique de sécurité en général, et la mission de défense en particulier, gagnent à nouveau en importance, alors qu'en Europe justement, elles étaient tombées dans l'ombre d'autres priorités politiques au cours des dernières décennies. Outre les conséquences sur le plan de la politique de sécurité, l'attitude de la Russie et de la Chine a également de lourdes conséquences pour l'économie mondiale. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a ainsi exprimé ses préoccupations les plus profondes quant au fait que la guerre en Ukraine mettait en péril la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale, étant donné que l'Ukraine et la Russie font partie des principaux exportateurs de céréales et d'autres marchandises agricoles. La pénurie alimentaire peut non seu-

lement menacer l'existence des populations mais aussi entraîner des conséquences collatérales sous la forme d'une instabilité gouvernementale accrue dans les pays concernés et d'une hausse de la pression migratoire. La politique de tolérance zéro de la Chine face au SRAS-Cov-2 induit de plus des ruptures persistantes dans les chaînes de valeurs et d'approvisionnement internationales.

Russie : une guerre décisive en Ukraine

Depuis maintenant 20 ans, l'Ukraine se trouve au centre de la vision stratégique du président Poutine. La révolution orange de 2004 lui a montré que la perspective pro-occidentale de l'Ukraine pouvait rayonner et servir de contre-modèle à l'autocratie russe. En 2014, le conflit russo-ukrainien a connu une escalade lors de l'annexion de la Crimée ; comme à l'époque de l'Union soviétique, l'Ukraine devrait être fermement intégrée à la sphère de pouvoir russe. À cet égard, le président Poutine est fortement mû par des convictions idéologiques : il voit l'État ukrainien comme une erreur historique et nie à la nation ukrainienne le droit d'exister en tant que telle ; une partie importante de l'Ukraine est à ses yeux historiquement comprise dans le territoire russe. La situation géostratégique de l'Ukraine constitue aussi un facteur de taille : la Russie veut contrôler l'Ukraine, ou du moins l'empêcher de se soustraire

Guerre en Ukraine : vue d'ensemble des axes d'attaque et des zones sous contrôle

à son influence et de se rapprocher des États occidentaux. L'industrie lourde située à l'est du pays revêt en outre un intérêt économique pour la Russie.

Le plan initial du président Poutine, qui visait à mener une offensive éclair sur trois fronts, a échoué. La Russie a surestimé ses propres capacités militaires et sous-estimé les forces armées ukrainiennes et leur volonté de se défendre. Après un mois environ, elle a dès lors adapté son approche militaire. Interrompant son offensive sur Kiev, elle a concentré ses forces sur l'élargissement et le contrôle de ses gains territoriaux à l'est et au sud de l'Ukraine. À la clôture de la rédaction, l'issue de cette guerre d'usure en Ukraine était encore ouverte.

États-Unis : relations transatlantiques restaurées et rôle de leader mondial

Même si l'administration Biden a dû se concentrer avant tout sur des thèmes de politique intérieure en 2021, elle a tout de même réussi à se distancier nettement de l'« Amérique d'abord » prônée par le président Trump, cela tant au niveau de la politique extérieure que de la politique de sécurité. En Europe et en Asie, les alliés traditionnels des États-Unis ont ainsi reçu l'assurance que ces derniers endossaient à nouveau leur rôle de leader. Dans le cadre de la « doctrine Biden », les États-Unis entendent faire face au défi systémique que représente la Chine grâce à un jeu d'alliances entre démocraties à travers la planète. Le retrait précipité des États-Unis d'Afghanistan a entraîné l'unique grande crise en matière de politique étrangère et de politique de sécurité de la première année de mandat du président Biden. Les dégâts sur le plan intérieur sont toutefois restés limités, car la perspective de mettre un terme à la « guerre sans fin » au Moyen-Orient est depuis longtemps largement soutenue aux États-Unis, au-delà même des partis. L'engagement des États-Unis au Proche et au Moyen-Orient s'est encore réduit sous le président Biden, même s'il reste significatif, notamment en raison des tensions persistantes avec l'Iran.

En 2021, les États-Unis se sont engagés à maintenir un engagement militaire fort en Europe. Les plans du président Trump prévoyant un retrait massif des troupes américaines d'Allemagne ont été annulés. L'administration Biden a essayé de stabiliser les relations conflictuelles avec la Russie par le biais d'un dialogue régulier et de haut rang afin de pouvoir accorder davantage d'attention au pivot stratégique vers l'Asie. L'attitude agressive de la Russie face à l'Ukraine a toutefois empêché que cette intention se concrétise dès 2021.

Durant l'hiver 2021/2022, l'administration Biden a repris les rênes dans les relations de l'Occident avec la Russie, qui, du temps de la chancelière Angela Merkel,

étaient tenues par l'Allemagne. Finalement, les efforts des pays occidentaux visant à dissuader le président Poutine d'envahir l'Ukraine ont échoué. Les États-Unis ont réagi en coordination étroite entre autres avec l'UE, le Royaume-Uni, le Canada et le Japon par le biais de sanctions massives ainsi que de mesures de contrôle des exportations à l'encontre de la Russie, d'une aide militaire accrue à l'Ukraine et de mesures de réassurance vis-à-vis des États membres de l'OTAN qui se sont trouvés exposés. Les États-Unis ont de plus réorienté leurs livraisons de gaz naturel liquéfié (GNL) de l'Asie vers l'Europe, de sorte qu'en janvier 2022, les trois quarts des exportations américaines de ce type de gaz étaient destinés à l'Europe. Cette dernière a ainsi reçu pour la première fois plus de GNL américain que de gaz russe. La possibilité de remplacer largement le gaz russe par du gaz américain en Europe n'est cependant pas donnée en 2022, car il faudrait d'abord y élargir les capacités des terminaux pour le GNL. Quant aux combustibles fossiles russes, l'UE s'est fixé pour objectif de ne plus en importer d'ici 2030 au plus tard.

Les États-Unis ont strictement exclu toute intervention militaire directe de leurs propres troupes dans la guerre en Ukraine. Jusqu'à présent, le camp républicain a en grande partie soutenu la ligne dure de l'administration démocrate s'agissant de la politique à l'égard de la Russie, une exception dans une Amérique sinon fortement polarisée.

États-Unis : alliés et partenaires stratégiques dans le Pacifique

Chine : une autocratie comme défi fondamental pour l'Occident

Le président Xi Jinping veut garantir à tout prix la puissance du Parti et l'élévation de la Chine à un rang de puissance économique et technologique mondiale. Bien que certains cercles soient mécontents de la voie politique qu'il emprunte, l'appareil sécuritaire empêche toute critique visant sa gouvernance. Les États occidentaux réagissent avec de plus en plus de combativité à la Chine autocratique du président Xi. Ils tentent de se libérer des liens de dépendance économique envers elle, valorisent leurs relations avec Taïwan ou critiquent sévèrement l'attitude adoptée par la Chine envers Hong Kong, le Tibet et le Xinjiang. Les préoccupations vis-à-vis de l'influence mondiale croissante de ce pays s'amplifient et s'aggravent encore en raison de l'insistance répétée de la Chine à mettre l'accent sur son partenariat avec la Russie aujourd'hui en guerre. L'ascension économique sans pareille du pays, que le Parti communiste chinois poursuit avec succès grâce à son modèle d'économie de marché dirigée, la manière dont Pékin aborde la question des droits de l'homme ainsi que sa réticence à condamner l'agression russe remettent fondamentalement en cause la façon dont les États occidentaux ont traité la Chine jusqu'ici.

Du point de vue de la politique intérieure, le président Xi a placé des loyalistes de haut rang à des postes clés et a ainsi élargi son pouvoir sur des structures stratégiquement importantes du Parti et de l'État. Des signes de possibles points de rupture dans le développement de la Chine font toutefois surface de manière de plus en plus nette. La Chine lutte, par exemple, contre une croissance démographique historiquement basse et un vieillissement de la population. Quant à l'endettement, il augmente en raison d'une croissance économique en berne. Les crises de liquidités dans le secteur chinois de l'immobilier illustrent pour leur part les lacunes structurelles de l'économie chinoise. La politique rigide de tolérance zéro de la Chine face au SRAS-CoV-2 suscite le mécontentement de la population et entrave davantage encore la croissance économique.

S'agissant de ses revendications territoriales, la Chine n'est prête à aucun compromis. D'année en année, la menace militaire qu'elle fait peser sur Taïwan s'accroît et elle se positionne de façon marquée depuis quelque temps comme une puissance hégémonique régionale en Mer de Chine méridionale. En sa qualité de commandant en chef des forces armées, le président Xi accorde une grande importance à leur modernisation. D'ici à 2049, lorsque la Chine célébrera le centenaire de la création de la République populaire, l'armée de libération du peuple est supposée pouvoir se mesurer aux meilleures forces terrestres de la planète. C'est la raison pour laquelle les capacités de toutes les composantes des forces armées sont renforcées. La Chine

construit par exemple plus de 300 nouveaux silos qui pourront être équipés de missiles balistiques de portée intercontinentale. Quant aux forces navales chinoises, elles disposent désormais de la plus grande flotte au monde. S'ajoutant aux progrès réalisés au niveau des compétences en matière de haute technologie, de telles évolutions étayent de plus en plus la volonté de la Chine d'exercer le pouvoir dans la région.

Afrique, Proche et Moyen-Orient : une ceinture d'instabilité

Depuis 2021, le continent africain a connu une vague de bouleversements politiques. C'est le cas notamment au Mali, au Soudan, au Tchad, en Guinée et au Burkina Faso. Quant au conflit armé en Ethiopie, il ne met pas seulement en péril l'unité du pays et la stabilité régionale : l'Ethiopie joue également un rôle essentiel s'agissant des mesures de maintien de la paix en Afrique de l'Est, en particulier en Somalie. Une ceinture d'instabilité s'étend ainsi sur l'ensemble de la bande sahélo-saharienne jusqu'à la Corne de l'Afrique. Cette instabilité est exacerbée par la montée d'un mouvement populaire anti-occidental au Sahel et le retrait des forces européennes du Mali. Des acteurs prétendument privés, tels que le groupe russe Wagner, jouent également un rôle important sur place.

Cette ceinture d'instabilité, faite d'une conjoncture économique morose, de tensions sociales internes et d'un environnement instable en matière de politique de sécurité, s'étire plus loin, de la Syrie à l'Afghanistan. Dans le cadre du conflit entre la Russie et les pays occidentaux, la plupart des États tentent de privilégier une approche pragmatique, fondée en premier lieu sur leurs intérêts, mais les liens historiques complexes avec la Russie jouent également un rôle. Les pays occidentaux ne peuvent donc pas compter sur une sorte de solidarité automatique. Certains d'entre eux ont fait pression sur les États de la région pour qu'ils se distancient de la Russie. Les États-Unis et l'Italie ont en outre prié l'Algérie d'augmenter ses livraisons de gaz vers l'Europe. De leur côté, Israël et la Türkiye se positionnent comme médiateurs dans le conflit entre la Russie et l'Ukraine. La Russie maintient sa présence militaire dans la région, malgré la priorité évidente que constitue la guerre en Ukraine. Pour le moment, des mécanismes de désescalade de conflit continuent aussi de fonctionner, comme c'est le cas avec Israël dans le cadre de la guerre en Syrie.

Que prévoit le SRC ?

Europe : une nouvelle ère s'ouvre

La pandémie et la guerre en Ukraine ont accéléré et renforcé des tendances stratégiques mondiales qui existaient déjà auparavant. La concurrence stratégique entre les États-Unis et la Chine restera l'élément dominant des relations internationales. Malgré la confrontation actuelle avec la Russie, les États-Unis veulent continuer à se concentrer autant que possible sur la Chine, qu'ils considèrent comme le seul rival stratégique d'importance quasi équivalente à la leur. Le monde se partage de plus en plus en deux camps, avec d'un côté le monde occidental et libéral rangé derrière les États-Unis, auquel appartient une UE qui est en train de se renforcer sur le plan de la politique de sécurité, et de l'autre les deux autocraties que sont la Chine et la Russie. Les espoirs occidentaux de voir les confrontations militaires évitées grâce aux relations commerciales globalisées ne se sont pas réalisés.

La pandémie avait déjà fait prendre conscience aux États occidentaux qu'ils étaient dépendants des importations chinoises, et par là vulnérables. Cela les a incités à enclencher un processus de « découplage » sélectif des deux sphères économiques en vertu de considérations de politique de sécurité. Depuis lors, les sanctions massives des États-Unis à l'encontre de la Russie, qui ont été étroitement coordonnées avec leurs partenaires occidentaux, conduisent également à un découplage des économies occidentale et russe. Les relations économiques entre les deux sphères, dont la déli-

mitation est en cours, vont se réduire notablement, en particulier dans le domaine des technologies, même si la coupure entre l'Est et l'Ouest ne sera de loin pas aussi nette que durant la guerre froide. À l'inverse, les échanges internes aux deux camps vont tendanciellement se renforcer, que ce soit au sein du monde occidental et libéral, où l'intégration est de plus en plus marquée, ou au sein du bloc russo-chinois.

La constitution de deux camps relativement autonomes dotés de technologies ainsi que de normes politiques, sociales et économiques différentes est un défi pour la Suisse neutre.

En 2022, une refonte de la politique de sécurité se dessine en Europe : la Suède et la Finlande veulent adhérer à l'OTAN. L'UE et ses États membres, l'Allemagne en particulier, souhaitent assumer davantage de responsabilité stratégique et sont prêts pour ce faire à augmenter massivement les dépenses en matière de défense ainsi qu'à agir selon une coordination renforcée.

Russie : un maintien du régime à tout prix

La Russie vise à redessiner l'ordre sécuritaire en Europe, cela à son propre profit et de manière concrète : il s'agit pour elle de repousser l'OTAN hors d'Europe de l'Est, d'assurer des zones d'influence russe et d'établir des zones tampons. Cependant, le président Poutine vise avant tout aussi à se maintenir au pouvoir. À la suite de l'invasion de l'Ukraine, la Russie s'est retrouvée fortement isolée sur le plan économique et politique. À l'intérieur du pays, le régime de Poutine a réagi par de nouvelles avancées vers un État totalitaire. À l'extérieur, c'est une aggravation du cours agressif et révisionniste qui menace. La plus grande partie de l'élite économique et politique russe a soutenu la guerre du président Poutine dans les semaines et les mois qui ont suivi l'invasion de l'Ukraine.

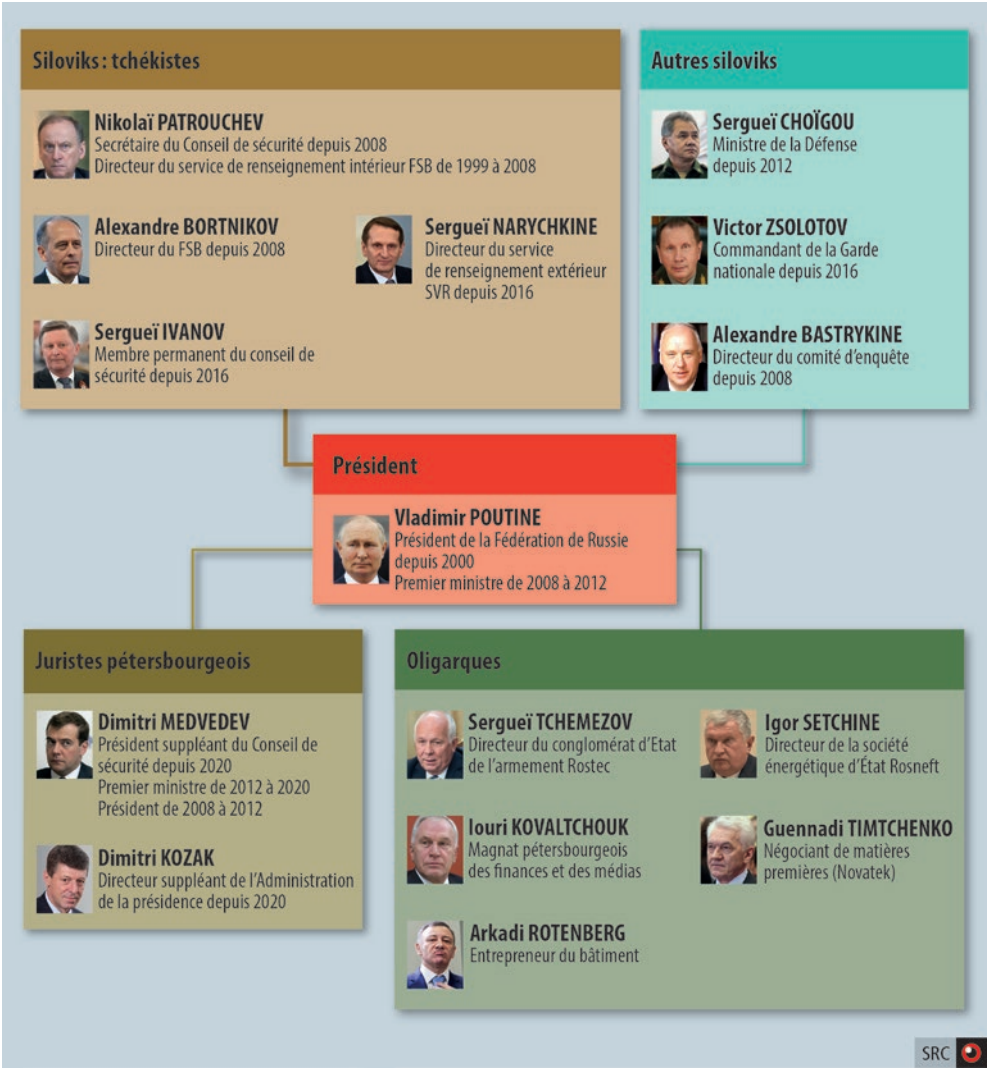
Les sanctions occidentales se traduisent par un isolement économique, technologique et politique de la Russie. La Banque centrale russe ne peut plus accéder qu'à environ un tiers de ses réserves de devises et d'or, qui se montent à 650 milliards de dollars, car le reste a été gelé dans les pays du camp occidental et libéral. Le produit intérieur brut russe pourrait chuter de plus de dix pour cent en 2022. La Russie va ainsi au-devant d'une récession ou d'une dépression. Gazprombank n'a pas encore été exclue du système Swift pour le moment. Quant aux sanctions, elles n'ont pas encore mis le régime en danger.

Grâce à la propagande et à la censure ainsi qu'à un appareil de répression loyal patiemment construit, qui lui permet aussi de réprimer rapidement et violemment les protestations dans les villes, le président Poutine va pouvoir s'assurer le soutien

de la population russe. En son sein comme au sein de l'élite russe, un basculement de l'opinion en défaveur de la guerre en Ukraine est plutôt improbable, tout comme l'est un revirement des organes sécuritaires du régime de Poutine.

Pour ce dernier, la manière dont la guerre se déroule est toutefois tout sauf encourageante. L'objectif politique initial, consistant à ramener l'Ukraine au sein de l'empire russe, est depuis longtemps devenu inatteignable, précisément parce qu'une guerre est en cours. Cette situation va renforcer l'image d'ennemi renvoyée par la Russie pour des générations d'Ukrainiens. La guerre a de plus donné un nouvel élan à

Russie : les groupes d'influence au sein de l'appareil du pouvoir



l'identité ukrainienne. Quant à la situation militaire, elle semble pour l'heure ne permettre ni au président russe ni au président ukrainien d'atteindre leurs objectifs maximaux respectifs.

États-Unis : l'unité du monde libre contre la Chine et la Russie

Pour les États-Unis, la Chine reste le compétiteur stratégique de principe. L'administration Biden s'en tient au pivot stratégique vers l'Asie, même si le renforcement du flanc est de l'OTAN mobilisera dans un premier temps davantage de moyens en Europe que ce qui était prévu encore au début de l'année 2021. Actuellement, on ne sait toutefois pas si les futures administrations américaines vont en rester au rôle traditionnellement dominant des États-Unis pour ce qui est de la défense de l'Europe. Les incertitudes qui sont liées à cette situation doivent être prises en considération.

Le risque d'un conflit militaire direct entre l'OTAN et la Russie est devenu plus important. Il pourrait par exemple être déclenché par des incidents militaires non intentionnels. Le risque d'une escalade nucléaire a aussi augmenté, même si le SRC considère toujours qu'il est extrêmement improbable que la Russie déploie des armes nucléaires contre des pays occidentaux, car une telle option n'entrerait en ligne de compte que dans le cas où le gouvernement russe s'estimerait confronté à une menace considérée comme existentielle.

L'OTAN a déjà réagi et a ordonné à ses planificateurs militaires d'adapter le dispositif de dissuasion et de défense de l'Alliance à la nouvelle situation. Si la stratégie de l'OTAN reposait depuis 2014 sur une combinaison entre présence avancée, capacité de déploiement rapide et forces de deuxième échelon (après une phase de mobilisation plus longue), c'est-à-dire au fond sur une dissuasion par des actions punitives, l'OTAN pourrait à l'avenir dissuader la Russie d'agresser les pays situés sur son flanc est en adoptant une stratégie par déni d'accès, c'est-à-dire en y stationnant de manière permanente des troupes substantielles, comme durant la guerre froide.

La présence militaire accrue des États-Unis et d'autres États occidentaux sur le flanc est marque le début de la mise en place d'un dispositif significatif et plus crédible de dissuasion et de défense de l'OTAN. Les États européens semblent par ailleurs davantage disposés à envisager une compensation des charges au sein de l'Alliance : l'Allemagne et l'Italie se sont ainsi engagées à consacrer deux pour cent de leur produit intérieur brut à la défense, la Pologne allant même jusqu'à trois pour cent. D'autres membres de l'OTAN, comme la Belgique, le Danemark, la Grèce ou la Roumanie, ont également annoncé des hausses substantielles de leurs dépenses en matière de défense.

Alors qu'en Europe, les États-Unis veulent avant tout dissuader la Russie grâce à l'alliance défensive qu'est l'OTAN, ils misent, pour faire face à la Chine dans l'espace indopacifique, en premier lieu sur des alliances et des partenariats bilatéraux. Ce réseau est complété en particulier par le partenariat trilatéral de sécurité que les États-Unis ont noué avec l'Australie et la Grande-Bretagne (AUKUS) ainsi que par le dialogue quadrilatéral pour la sécurité avec l'Australie, le Japon et l'Inde, au sein duquel les quatre partenaires veulent renforcer leur position vis-à-vis de la Chine à travers une coopération étendue, essentiellement non militaire. Alors que l'Inde, qui ne fait partie d'aucune alliance, cherche un appui stratégique auprès des États-Unis vis-à-vis de la Chine, elle ne s'est jusqu'ici pas montrée disposée à soutenir la ligne dure de ces derniers vis-à-vis de la Russie. Tout comme l'Inde, la puissance régionale ambitieuse qu'est la Türkiye cherche aussi à se soustraire à la logique des blocs. Membre de l'OTAN, la Türkiye a certes condamné la guerre menée par la Russie en Ukraine, mais elle n'a pas repris à son compte les sanctions occidentales contre la Russie et elle bloque pour l'heure l'adhésion à l'OTAN visée par la Finlande et la Suède. La Türkiye tente par ailleurs d'officier comme médiatrice entre les parties.

À l'heure actuelle, la plus grande inconnue géopolitique est le degré de soutien que la Chine accordera à la Russie. Si elle devait ostentatoirement aider la Russie à contourner les sanctions occidentales, les États-Unis pourraient augmenter la pression exercée sur leurs partenaires européens en vue de sanctionner la Chine par la suite. L'Europe, l'Allemagne en particulier, dépend toutefois plus fortement du commerce avec la Chine que les États-Unis. La Chine soutient néanmoins les principes de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale, que la Russie a violés en Ukraine. À l'instar des États occidentaux, elle veut éviter une rupture qui entraînerait des difficultés économiques d'un côté comme de l'autre.

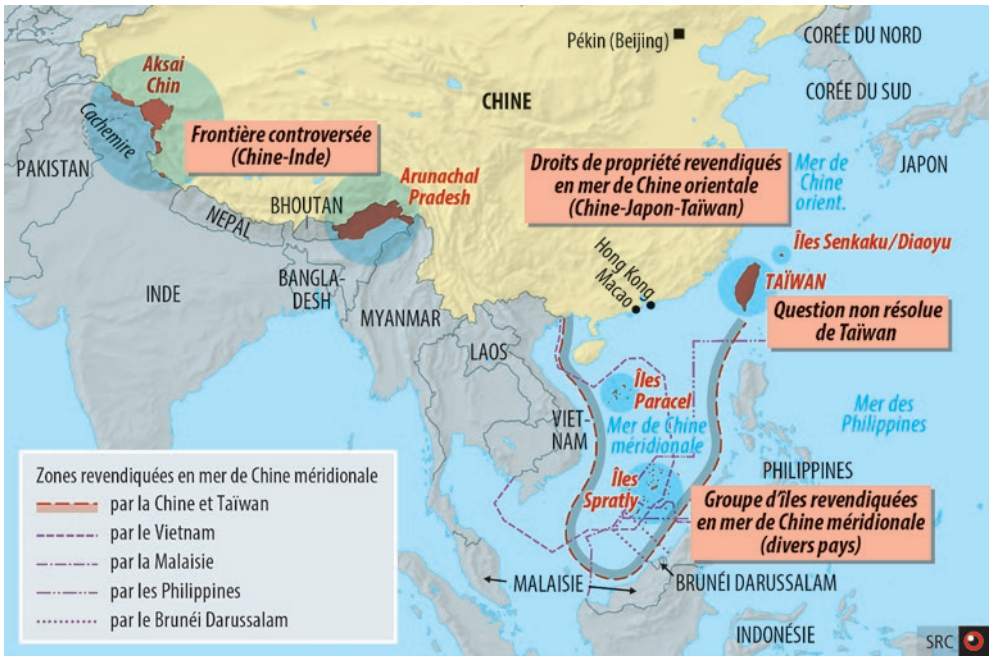
Du point de vue des États-Unis, la guerre en Ukraine a cependant renforcé la nécessité d'endiguer simultanément la Chine et la Russie. À cet égard, ils disposent en 2022 d'un appui plus important que par le passé de la part de leurs partenaires européens et mondiaux. À court terme du moins, la pandémie et la guerre en Ukraine ont uni le camp occidental et libéral mené par les États-Unis et l'ont renforcé dans sa rivalité stratégique avec la Chine. Dans le secteur technologique surtout, les contrôles à l'exportation, les sanctions et la surveillance des investissements conduisent à la formation toujours plus marquée de deux sphères dans des domaines isolés stratégiquement importants tels que l'intelligence artificielle et les technologiques quantiques.

Chine : un pacte délicat avec une Russie isolée

Le chef de l'État et du Parti Xi Jinping pourrait, lors du 20ème congrès du Parti à la fin 2022 et du congrès populaire qui suivra, prolonger son mandat au-delà de l'habituelle décennie. Le Parti présente le président Xi comme le seul dirigeant capable de mener la Chine au statut de superpuissance en ces temps de crise. À cette occasion, le congrès repourvoira aussi les organes du parti les plus influents. Le président Xi profitera de cette opportunité pour promouvoir des loyalistes et mettre de nouveaux accents politiques.

Dans les États occidentaux, le fait que la Chine ne condamne pas l'invasion russe de l'Ukraine va durcir l'opinion vis-à-vis de la République populaire et donner de l'élan aux forces politiques qui poussent à une plus grande confrontation avec Pékin. L'orientation idéologique de la Chine va ainsi devenir un champ de tensions de plus en plus central dans les relations commerciales étroites entre elle et les États occidentaux. Vis-à-vis de l'extérieur, la Chine continuera à se présenter comme une observatrice neutre de la guerre en Ukraine, qui s'engage pour la paix et assouplit ponctuellement sa coopération avec la Russie pour des raisons tactiques. À l'interne, le Parti communiste chinois maintiendra sa rhétorique ainsi que sa propagande pro-russes ; il va renvoyer l'entière responsabilité de la guerre aux États-Unis et à l'OTAN.

Chine : revendications territoriales



La concurrence systémique avec les États-Unis et les États occidentaux s'intensifiera donc et les perspectives d'une collaboration fonctionnelle visant à résoudre les défis globaux s'atténueront. Il est par ailleurs improbable que la Chine se détourne de la Russie – en raison également de la perspective d'obtenir des matières premières à bas prix. Pour la Chine, les États-Unis restent le principal défi extérieur. Les représentants du gouvernement chinois considèrent que la stratégie indopacifique des États-Unis est tout aussi dangereuse que la stratégie de l'OTAN visant à s'élargir à l'est en Europe. Une dissolution du partenariat stratégique avec la Russie ne supprimerait ni n'atténuerait les champs de conflit avec les États-Unis.

S'agissant de ses revendications territoriales, la Chine a le souffle long : son approche en Mer de Chine méridionale montre de manière exemplaire comment elle impose sa détermination tout en restant en permanence au-dessous du seuil d'escalade menant à un conflit armé. Cette stratégie, la Chine l'appliquera dans d'autres conflits également. Les forces armées chinoises, à la suite de leur réforme continuelle et de leur modernisation, se montreront de plus en plus confiantes et pourront être ponctuellement engagées à distance du continent chinois à des fins de politique étrangère et de politique de sécurité. Mais la Chine continuera de chercher à éviter les affrontements militaires. La pression qu'elle exerce sur Taïwan ne cesse de s'accroître, mais elle mise en premier lieu sur des moyens économiques et diplomatiques en parallèle à un renforcement de la menace militaire. Pour l'heure toutefois, une invasion militaire de l'île couronnée de succès – compte tenu également du déroulement de l'invasion russe en Ukraine – reste un défi encore trop important pour l'armée de libération du peuple.

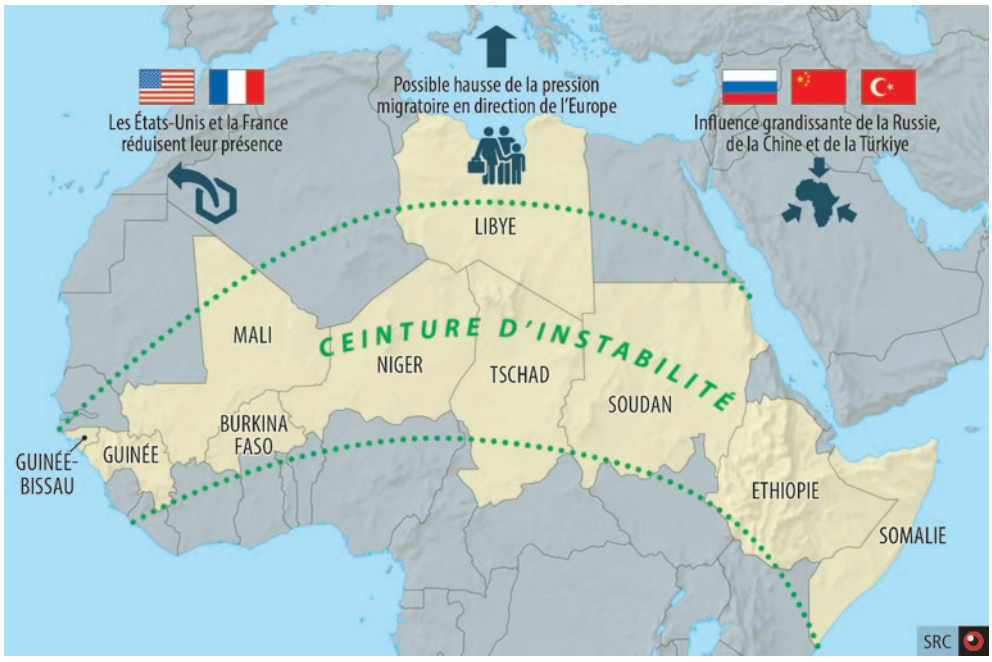
Afrique, Proche et Moyen-Orient : pression migratoire et hausse des prix du pain et de l'essence

L'échec des processus de transition politique en Afrique pourrait conduire à une pression migratoire accrue sur l'Europe. À l'échelle mondiale, cette dynamique pourrait aplanir la voie à un renforcement supplémentaire de l'influence des grandes puissances et des puissances régionales, telles que la Russie, la Chine, la Türkiye et l'Arabie saoudite, en Afrique ainsi qu'au Proche et au Moyen-Orient. Parallèlement, les États-Unis et la France réduisent leur présence dans ces régions. En 2022 et au-delà, les États occidentaux seront fortement absorbés par la guerre d'agression menée par la Russie en Europe, tandis que les crises régionales comme les conflits au Proche-Orient ou au Sahel, la situation humanitaire en Afghanistan, en Syrie et au Yémen, la crise financière et économique au Liban et la famine menaçante dans

la Corne de l'Afrique se verront porter encore moins d'attention internationale.

Certains pays du Proche et du Moyen-Orient poursuivront l'objectif qu'ils s'étaient fixé avant la guerre, à savoir éviter une dépendance unilatérale. La guerre en Ukraine a conduit à des hausses parfois drastiques des prix des aliments et de ceux l'essence. De nombreux pays d'Afrique ainsi que du Proche et du Moyen-Orient dépendent fortement des importations de blé et d'énergie en provenance d'Ukraine et de Russie, dans des proportions atteignant 80 à 90 pour cent pour certains. Bien que les importations de blé depuis la Russie ne soient pas soumises aux sanctions occidentales, les importateurs ont du mal à acheter du blé russe, car les transactions financières avec les entreprises russes sont devenues plus compliquées et de nombreuses sociétés de transport maritime boycottent la Russie.

Le Liban, la Syrie, les territoires palestiniens, la Jordanie, le Yémen et la Tunisie souffrent aussi sur le plan économique en raison de la hausse des prix du pétrole et du gaz. Cela pourrait provoquer des troubles sociaux, accroître l'instabilité gouvernementale et mener à des conflits supplémentaires dans la région. En revanche, les pays exportateurs de pétrole et de gaz profitent de l'augmentation des prix.



Le terrorisme djihadiste et ethno-nationaliste

Résultat de l'appréciation du SRC

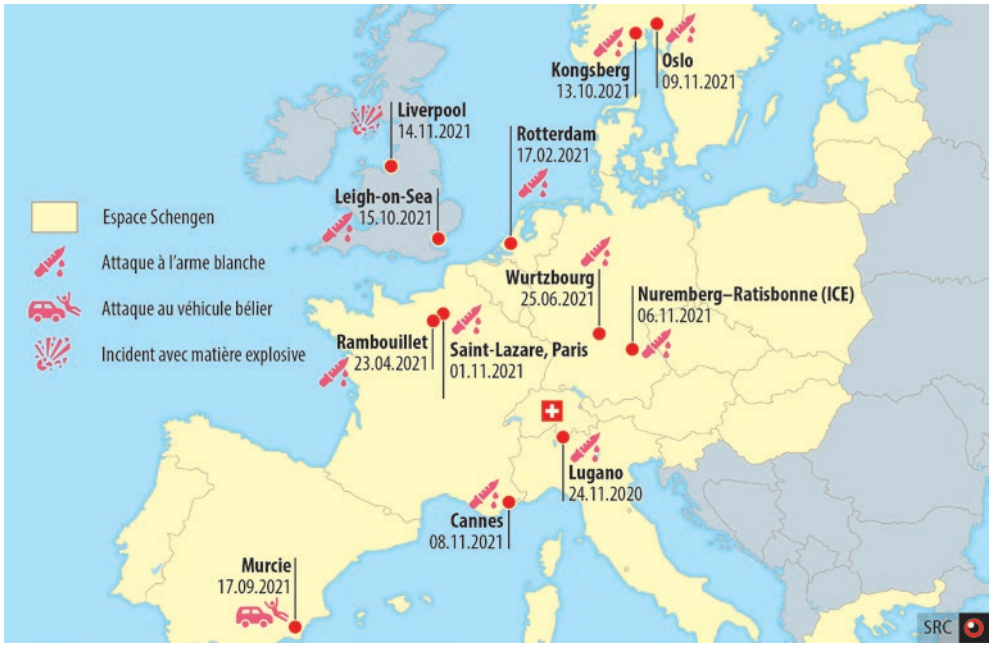
Une menace terroriste élevée

Depuis l'attentat à Vienne le 2 novembre 2020, aucun attentat terroriste clairement lié à une organisation djihadiste n'a été perpétré dans toute l'Europe. La nature des actes de violence qualifiés d'islamistes s'est en outre nettement modifiée depuis lors. Ainsi, douze actes de violence commis avec des moyens très simples, en majorité des attaques au couteau, ont été recensés.

Le SRC considère que la menace terroriste pour la Suisse est élevée. Cette menace est en premier lieu marquée par le mouvement djihadiste, et en particulier par des personnes inspirées par la propagande djihadiste. L'« État islamique » et Al-Qaïda sont les protagonistes les plus importants du mouvement djihadiste en Europe ; de ce fait, ils sont aussi déterminants pour la menace terroriste en Suisse.

- Après la perte de ses derniers territoires au printemps 2019, l'organisation centrale de l'« État islamique » en Irak et en Syrie a réussi à se réorganiser et à se consolider en tant que mouvement clandestin. Elle poursuit toujours un agenda international tout en adoptant un comportement de plus en plus opportuniste. Tant l'organisation centrale au Proche-Orient que ses groupements régionaux affiliés dans le monde entier ne sont toutefois plus guère en mesure de planifier et de perpétrer des attentats en Europe de manière autonome.

Attentats en Europe (espace Schengen et Grande-Bretagne) depuis 2021



- La menace latente qui émane d'Al-Qaïda persiste. Cette organisation a toujours l'intention de commettre des attentats contre des cibles occidentales. Al-Qaïda devrait profiter de la prise de pouvoir des talibans en Afghanistan et pourrait se régénérer, ce qui, de son point de vue, aurait un effet positif sur la coopération avec ses sous-groupes et groupes associés. En effet, bien que ces derniers prônent le djihad mondial, ils se focalisent encore sur leurs agendas régionaux et exercent toujours une grande influence dans leurs principales zones d'opérations.

Des acteurs terroristes agissant par opportunisme pourraient s'en prendre à une cible suisse dans notre pays ou à l'étranger, ou attenter à des intérêts étrangers en Suisse. Le scénario terroriste le plus probable en Suisse est actuellement celui d'un acte de violence commis par un auteur isolé et inspiré par le djihadisme selon un mode opératoire très simple. La guerre en Ukraine n'a jusqu'à présent pas eu de conséquences immédiates sur la menace terroriste en Europe et en Suisse.

Nombreuses libérations de détenus radicalisés

Des centaines de djihadistes et de personnes qui se sont radicalisées pendant leur détention sont retenus dans les prisons européennes. Quant aux personnes libérées, elles peuvent rester fidèles à l'idéologie djihadiste et soutenir ou mener elles-mêmes des activités terroristes après leur sortie de prison. En Suisse aussi, des détenus dont la condamnation était en lien avec le terrorisme sont emprisonnés et des cas de radicalisation en prison sont relevés. Le SRC forme et sensibilise le personnel des centres de détention afin qu'il détecte et évalue précocement de possibles radicalisation et qu'il puisse prendre des mesures appropriées.

Menace émanant de personnes de retour du djihad

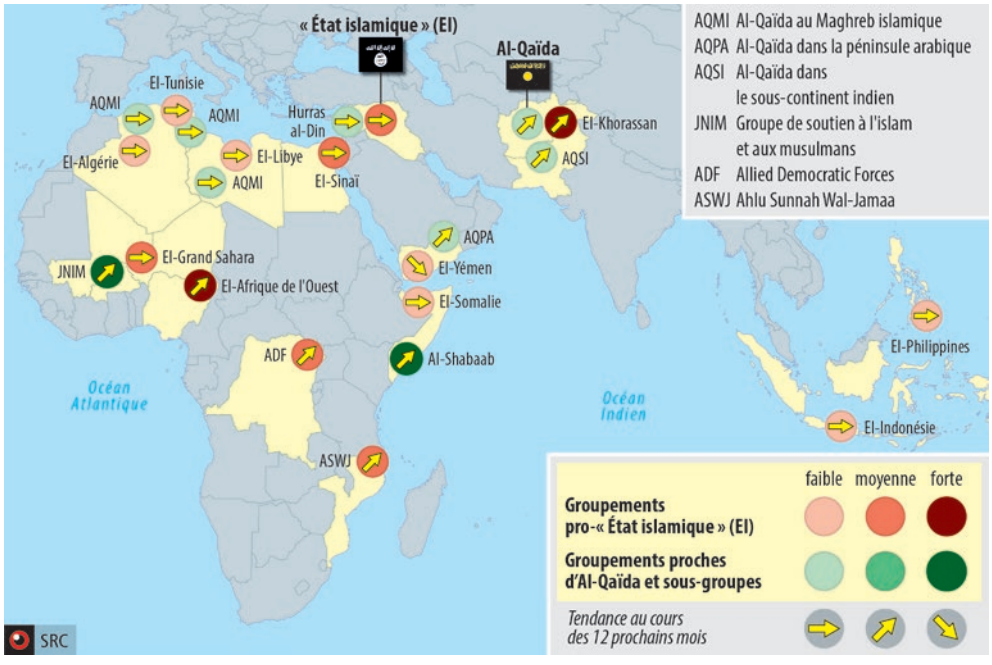
Des centaines de voyageurs à motivation djihadiste européens se trouvent toujours dans la zone de conflit en Syrie et en Irak, la majorité dans des prisons ou des camps contrôlés par les forces kurdes dans le nord-est de la Syrie. Parmi eux se trouvent plusieurs personnes provenant de Suisse. La situation dans les prisons et les camps est précaire et instable. Les personnes de retour du djihad représentent une menace pour la sûreté de la Suisse. Le fait qu'elles pourraient influencer des tiers dans leur entourage et les inspirer à commettre des actes de violence constitue le risque le plus important.

De nombreux pays européens ont rapatrié des personnes à motivation djihadiste – presque exclusivement des femmes et des enfants – et ils continuent à le faire. En décembre 2021, la Suisse a rapatrié deux fillettes d'un camp situé au nord-est de la Syrie. Il s'est agi du premier rapatriement de ce type effectué par la Suisse et il était en conformité avec la décision du Conseil fédéral de mars 2019 de rapatrier éventuellement après un examen approprié des mineurs dans l'intérêt supérieur de l'enfant. En 2021, seuls le Kosovo et la Macédoine du Nord ont rapatrié aussi des hommes, et directement depuis les prisons syriennes. Dans leur majorité, il devrait s'agir de combattants de l'« État islamique ». Compte tenu de l'importante diaspora en Suisse et des liens étroits qu'elle entretient avec les Balkans occidentaux, de tels rapatriements représentent également un risque pour la Suisse.

Les nombreux visages du terrorisme djihadiste en Afrique

Le lien entre les groupes djihadistes africains et leur organisation centrale respective, l'« État islamique » ou Al-Qaïda, existe en premier lieu au niveau de la propagande et de la stratégie. Les sous-groupes régionaux ont un caractère local ou régional. L'évolution de la menace varie d'une région à l'autre : alors que les groupes djiha-

Puissance relative des groupements terroristes liés à l'« État islamique » ou à Al-Qaïda dans le monde



distes progressent en Afrique occidentale, centrale et orientale, la menace terroriste a diminué et stagne en Afrique du Nord. Malgré leur agenda principalement régional, ces groupes restent prêts, à l'occasion, à commettre des attentats contre des cibles occidentales dans la région ou à enlever des ressortissants d'États occidentaux.

Double stratégie du PKK

En Europe, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est organisé de manière professionnelle depuis des décennies et il poursuit, grâce à sa structure parallèle, une double stratégie à long terme : à côté d'une branche visible, légale et politique comptant des associations culturelles locales et de nombreuses sous-organisations, il dispose d'une branche bien ancrée et organisée qui agit de manière cachée et en partie illégale. Le PKK endoctrine des jeunes membres et recrute de manière ciblée des individus comme futurs cadres en Europe et pour un engagement au front dans les territoires kurdes. Leurs parents s'y opposent parfois, même s'ils sont proches du PKK.

Le Hezbollah libanais

Dans les pays où la diaspora chiite libanaise est assez importante, le Hezbollah libanais promeut et encourage la cohésion de cette communauté par le biais d'activités culturelles et religieuses. L'ampleur de la menace émanant du Hezbollah dépend en premier lieu de la situation au Proche et au Moyen-Orient. Le Hezbollah veut être prêt lorsqu'il considérera que l'évolution politico-militaire dans la région exigera d'agir. Cela est susceptible de se produire avant tout dans le cadre de la confrontation qui oppose le Hezbollah et son allié iranien à leurs ennemis respectifs.

Que prévoit le SRC ?

Une menace terroriste plus diffuse

Selon l'appréciation du SRC, la menace terroriste devient plus diffuse, car elle émane de plus en plus d'individus agissant de manière autonome sans lien direct avec l'« État islamique » ou avec Al-Qaïda. En 2022 aussi, la menace la plus importante émane en premier lieu d'auteurs isolés inspirés par le djihadisme qui commettent spontanément des actes de violence impliquant peu d'efforts organisationnels et logistiques. Les actions les plus probables restent des attentats contre des cibles faciles, telles que par exemple des installations routières ou des grands rassemblements. Le motif de l'auteur ne pourra plus être déterminé clairement dans chaque cas, car malgré une composante d'inspiration islamiste, ce sont de plus en plus fréquemment des problèmes psychiques ou d'autres problèmes personnels qui conduisent à commettre des actes de violence.

L'organisation centrale de l'« État islamique » en Irak et en Syrie tout comme ses groupes affiliés dans le monde ne sont plus guère à même de planifier et de perpétrer des attentats en Europe de manière autonome. Pour l'Europe, l'« État islamique » représente toutefois toujours une menace, car sa propagande diffusée en ligne continue à inciter des individus à y commettre des actes de violence. De plus, le risque persiste que d'anciens combattants de l'« État islamique » se manifestent en Europe. La menace latente émanant d'Al-Qaïda perdure également. Cette organisation nourrit toujours l'intention de commettre des attentats contre des cibles occidentales. Ses sous-groupes et groupes associés représentent toujours une menace, car ils restent prêts, à l'occasion, à commettre des attentats contre des cibles occidentales ou à enlever des ressortissants d'États occidentaux dans leurs principales zones d'opération. Selon l'appréciation du SRC, la guerre en Ukraine et ses conséquences ne se traduiront pas, à moyen terme, par une intensification de la menace terroriste en Europe et en Suisse.

Gestion et traitement des personnes de retour du djihad

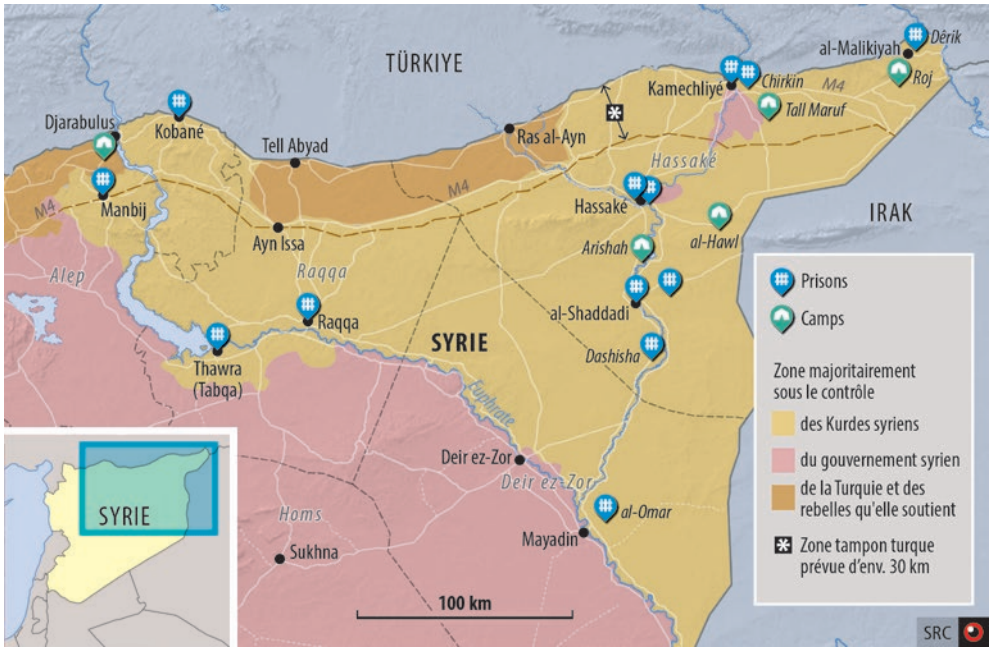
Des retours incontrôlés de la zone de conflit en Syrie de voyageurs à motivation djihadiste de nationalité suisse restent certes possibles, mais ils sont plutôt improbables au vu de la coopération efficace entre les autorités de sécurité internationales.

Bien que le nombre d'individus susceptibles de revenir soit faible, le constat d'éventuels délits et leur appréciation juridique constitueront un défi pour les autorités de poursuite pénale. La réintégration de ces individus dans la société prendra par ailleurs beaucoup de temps et l'issue en est incertaine. Certaines personnes de retour au pays, qu'il s'agisse d'hommes ou de femmes, pourraient rester fidèles à l'idéologie djihadiste et influencer négativement leur entourage ou inspirer des activités terroristes.

Développements dans le milieu islamiste en Suisse

Bien que le milieu islamiste en Suisse demeure hétérogène et peu organisé, il peut à long terme en émaner une menace pour la sécurité de la Suisse. Une minorité de ses membres pourraient ainsi fournir un soutien financier et logistique à des acteurs islamistes violents à l'étranger depuis notre pays. Certains détenus radicalisés pourraient, après leur libération, rejoindre leur ancien entourage dans le milieu islamiste et y diffuser leurs idées et leurs convictions. La consommation et la diffusion de contenus djihadistes sur Internet persistent et permettent l'émergence et les échanges entre petits groupes de sympathisants, au-delà des frontières nationales également. Certains membres, précisément des personnes isolées sur le plan social et psychiquement instables, peuvent se radicaliser dans ce contexte et se laisser inspirer par l'usage de violence. Des attentats contre des établissements musulmans et la discrimination réelle ou présumée des musulmans peuvent de plus mobiliser le milieu islamiste. La communauté musulmane – tout comme la communauté juive – restent en effet exposées à d'autres risques, tels que des attaques d'extrémistes de droite violents.

Nord-est de la Syrie : prisons et camps dans lesquels sont détenus ou rassemblés des combattants et des partisans de l'« État islamique » ainsi que les membres de leurs familles.



Pas de changement de stratégie du PKK

À moyen terme, il ne faut pas s'attendre à un changement du côté du PKK en Europe, même dans le cas de modifications de la situation, par exemple à la suite d'opérations militaires turques dans le sud-est de la Türkiye, dans le nord de la Syrie et dans le nord de l'Irak. Il poursuivra ses activités clandestines telles que l'endoctrinement, le recrutement et la propagande et continuera à collecter des fonds. Compte tenu de son but qui est d'être retiré de la liste des organisations terroristes de l'UE, le PKK s'en tient en principe à son renoncement à faire usage de violence en Europe. Des événements exceptionnels en lien avec son fondateur emprisonné Abdullah Öcalan pourraient néanmoins conduire à des protestations violentes et à des débordements.

Réseau intact du Hezbollah

En Suisse, une centaine de personnes environ soutiendraient activement le Hezbollah. Même en l'absence de changements significatifs de la situation au Proche et au Moyen-Orient, la volonté du Hezbollah est de poursuivre sa préparation afin d'être prêt à frapper ses ennemis de manière asymétrique si nécessaire. Il s'agit notamment de constituer des stocks d'explosifs, de se procurer des armes et d'explorer des cibles potentielles. Actuellement, rien n'indique toutefois que le Hezbollah se livre à de telles activités ou qu'il planifie des attentats en Suisse.

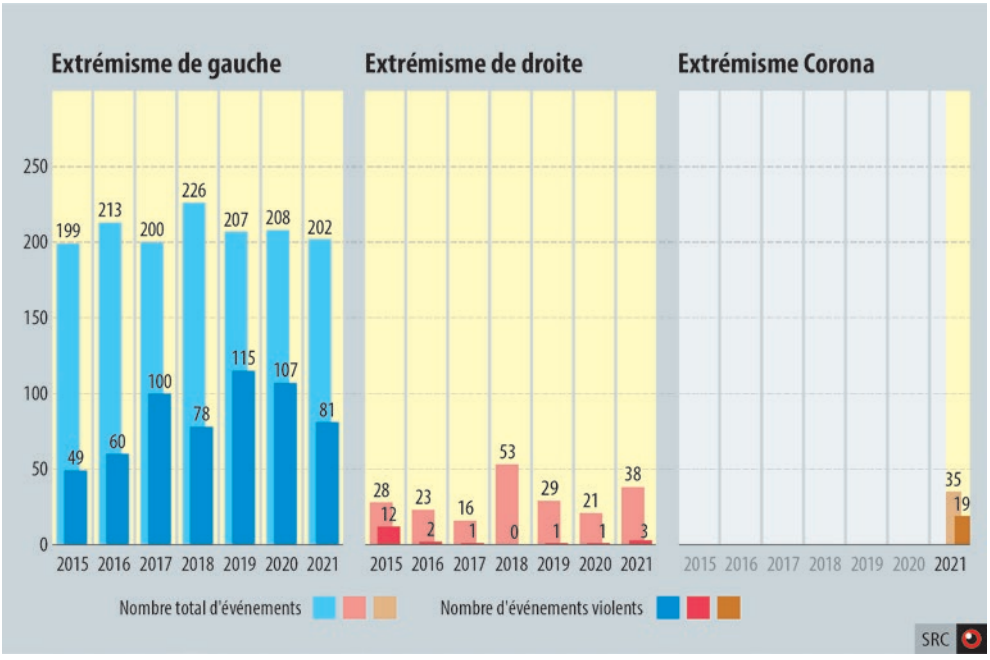
Extrémisme violent

Résultat de l'appréciation du SRC

Événements et potentiel de violence

En 2021, le SRC a observé 202 événements dans le domaine de l'extrémisme de gauche violent et 38 dans celui de l'extrémisme de droite violent. Depuis qu'il traite l'extrémisme Corona violent (juin 2021), le SRC a constaté 35 événements. Si le nombre d'événements a augmenté par rapport à 2020 pour l'extrémisme de droite, il est resté stable, à un niveau élevé, pour l'extrémisme de gauche. Le nombre d'événements violents imputables à l'extrême gauche s'est élevé à 81. Pour l'extrême droite, le nombre d'événements violents a progressé pour s'établir à 3. En outre, le SRC a recensé 19 événements violents dans le domaine de l'extrémisme Corona. Les trois milieux présentent un potentiel de menace marqué. Les extrémistes de gauche et les extrémistes Corona ont par ailleurs régulièrement recours à la violence.

Événements motivés par l'extrémisme violent annoncés au SRC depuis 2015
(sans les barbouillages)



Extrémisme de droite

En 2021, les activités motivées par l'extrémisme de droite violent ont surtout pris la forme de manifestations, de rencontres, de petits concerts, d'excursions et d'actions de placardage. La majorité de ces activités se sont déroulées sans violence. Lors de deux des trois incidents violents susmentionnés, les participants issus des milieux d'extrême droite auraient eu recours à la violence pour repousser une attaque.

Extrémisme de gauche

Les extrémistes de gauche violents ont en particulier abordé les thèmes de l'anti-capitalisme, de l'antifascisme et la question kurde. Le comportement des extrémistes de gauche violents est resté comparable à ce que le SRC a pu observer au cours des années précédentes. Ces milieux organisent des manifestations et commettent des dégâts matériels (jets de peinture ou vitrines brisées) et provoquent des incendies intentionnels. Ils ont également recours à des dispositifs explosifs ou incendiaires non conventionnels ainsi qu'à la violence physique. Les attaques physiques ont en particulier visé des personnes considérées comme appartenant à l'extrême droite ou les forces de sécurité dans le cadre de manifestations.

Manifestation antifasciste violente ; Bâle, janvier 2021

Extrémisme monothématique

La menace représentée par l'extrémisme monothématique violent, en particulier par l'extrémisme Corona violent, s'est accrue en 2021. Les extrémistes Corona violents considèrent que l'ensemble des mesures de lutte contre la pandémie de COVID-19 adoptées par les autorités sont illicites et continuent de les combattre, bien qu'elles aient désormais été levées en Suisse et que la situation extraordinaire prévue par la loi sur les épidémies ne soit plus d'actualité. Les raisons de ce rejet sont multiples au sein de ce milieu : alors que certaines personnes remettent complètement en cause l'existence du virus, d'autres considèrent que la pandémie a été planifiée. D'autres encore pensent simplement que les mesures sont plus dommageables que la pandémie et qu'il faut donc y mettre un terme. Une multitude de théories du complot circulent au sein de ces milieux et sont intégrées à divers titres dans leur rhétorique. Ces milieux s'accordent à dire que le Conseil fédéral a trop de pouvoir et que la Suisse s'est transformée en une dictature qu'il s'agit de détruire. Les extrémistes Corona violents se considèrent comme des résistants face à cette dictature et sont souvent persuadés que la violence est le seul moyen pour renouer avec la normalité. Ils ne peuvent être associés ni à l'extrémisme de gauche violent ni à l'extrémisme de droite violent.

Que prévoit le SRC ?

Extrémisme de droite

Le potentiel de violence des milieux d'extrême droite violents persiste. Leurs membres continuent à s'intéresser aux armes et aux sports de combat, et par conséquent à oser se montrer en public et chercher la confrontation avec des personnes aux opinions divergentes, à l'instar des extrémistes de gauche. La volonté des extrémistes de droite violents d'aller jusqu'à l'affrontement s'est vraisemblablement renforcée depuis 2020, et les incidents violents sont donc devenus plus probables.

Un certain nombre d'extrémistes de droite violents craignent désormais moins d'être dénoncés et de subir des conséquences personnelles comme la perte de leur emploi, ce qui devrait les motiver davantage à mener des actions publiques et, par ce biais, attirer des recrues potentielles.

Sur la base de ces constatations, il apparaît que la situation en matière d'extrémisme de droite violent s'est dégradée depuis 2020. Il faut en particulier s'attendre à ce que l'augmentation des actes de violence se poursuive, en lien surtout avec des affrontements entre extrémistes de droite et de gauche violents.

Dépliant relatif à une manifestation à l'occasion de la votation sur les modifications de la loi COVID-19, novembre 2021

Extrémisme de gauche

Les milieux d'extrême gauche violents poursuivront leur engagement dans toutes les thématiques qu'ils traitent déjà. Ils vont notamment maintenir leur lutte antifasciste qu'ils consacrent à tout ce qui est perçu comme relevant de l'extrême droite. À cet effet, elle va très vraisemblablement recourir à des manifestations, des dégâts matériels et des provocations, mais aussi à des agressions physiques contre des personnes qu'elle considère comme d'extrême droite, dont notamment celles qui critiquent les mesures de lutte contre la pandémie.

L'engouement des extrémistes de gauche violents pour la cause kurde restera fort, raison pour laquelle des actions clandestines violentes continueront d'être organisées. Celles-ci impliqueront des dommages à la propriété, en particulier des incendies de véhicules ainsi que des attentats à l'explosif et des jets de peinture. Le degré d'engagement des extrémistes de gauche violents pour cette cause dépendra par ailleurs de la situation dans les régions kurdes.

Extrémisme monothématique

Dans le domaine de l'extrémisme monothématique violent, la fréquence et l'intensité des activités des milieux extrémistes Corona violents en Suisse dépendront de l'évolution de la pandémie et des mesures de lutte adoptées. Durant les phases critiques, des groupes tout comme des individus isolés pourraient mener des actions violentes, mais tenter par ailleurs aussi d'améliorer leurs réseaux. La constitution de tels groupes d'individus partageant les mêmes idées peut accroître le potentiel de violence de ces milieux, puisqu'ils permettent à la fois de recruter de nouveaux membres et de diffuser plus efficacement le savoir-faire nécessaire à l'organisation d'actions violentes.

Hors situation extraordinaire prévue par la loi sur les épidémies et sans mesure particulière de la part des autorités, ces milieux s'apaisent et leur ampleur se réduit fortement. Le SRC part néanmoins du principe que certaines personnes ou certains groupes qui se sont radicalisés durant la pandémie se tourneront vers de nouvelles thématiques et poursuivront leurs activités violentes.

A l'avenir, d'autres mouvements pourraient recourir à la violence pour imposer leurs revendications politiques. Ainsi, des personnes pourraient se tourner vers des actions violentes si leurs préoccupations ne sont pas prises en considération par le système politique ou si les réponses des autorités à ces préoccupations ne remplissent pas leurs attentes. Actuellement toutefois, le SRC ne dispose pas d'éléments concrets permettant de conclure à la radicalisation d'autres groupes de la population.

Prolifération

Résultat de l'appréciation du SRC

Arsenal nucléaire de la Russie et de la Chine

La prolifération, et plus généralement les armes de destruction massive, continuent de gagner en importance parmi les grandes puissances. La qualité de l'arsenal d'armes nucléaires de la Russie et de la Chine évolue. Ces deux États développent des technologies visant à assurer la capacité de seconde frappe en déjouant les systèmes de défense antimissile. Compte tenu de leurs caractéristiques, ces armes ont cependant aussi le potentiel d'être déployées dans le cadre de premières frappes. On peut citer ici le missile russe Avangard, dont le nom est un programme en soi. La dissuasion nucléaire comprend fondamentalement deux aspects : la dissuasion directe de l'attaque d'un adversaire, et l'option d'une escalade conventionnelle face à un adversaire possédant des armes nucléaires.

Iran

Les États-Unis se sont retirés de l'accord sur le nucléaire iranien (Plan d'action global commun, PAGC) en 2018 ; en 2019, l'Iran a de son côté réduit la mise en œuvre de ses engagements dans le cadre du PAGC. L'assassinat du général iranien Qassem Soleimani par les États-Unis en 2020 a encore détérioré les relations, de toute manière déjà rompues, entre les deux États. En 2019, l'Iran a intensifié l'amélioration de ses ultracentrifugeuses à gaz et commencé grâce à elles à travailler à plus grande échelle. Les centrifugeuses modernes se sont avérées considérablement plus performantes et plus fiables que le modèle utilisé précédemment par l'Iran à Natanz, qui est le plus mauvais et le moins fiable jamais utilisé pour enrichir de l'uranium à des fins commerciales et industrielles. Les restrictions en matière de développement de centrifugeuses modernes constituaient par conséquent un point décisif du PAGC. Intervenu depuis 2019, ce gain irréversible de connaissances a en cela une portée largement plus significative que l'enrichissement de l'uranium à 60 pour cent, qui demeure pour l'instant symbolique. Politiquement cependant, chaque action allant à l'encontre de l'esprit ou de la lettre du PAGC réduit les chances de le ranimer.

Corée du Nord

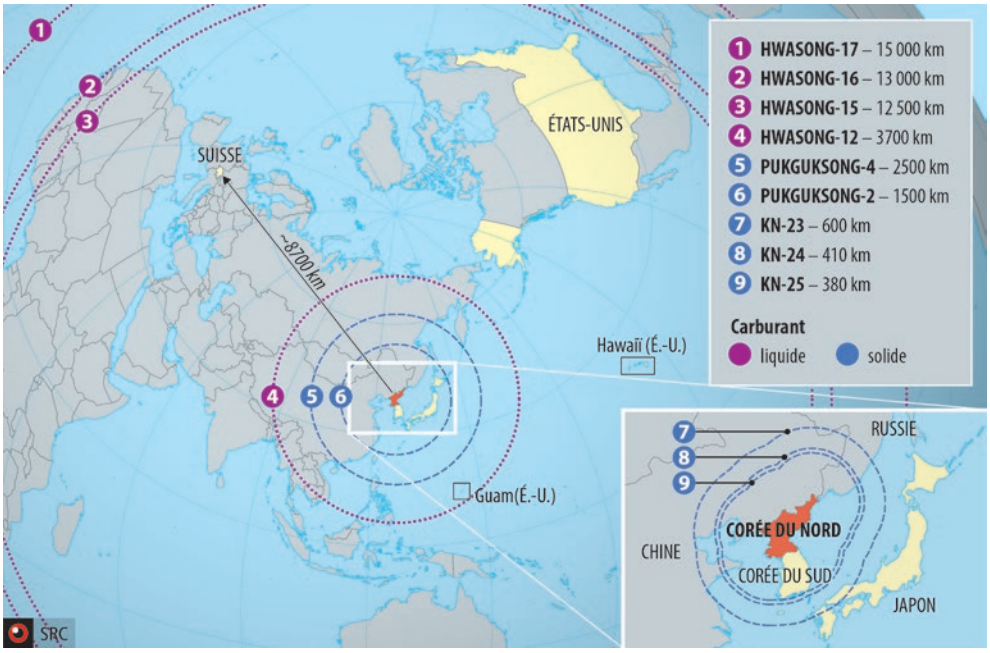
La Corée du Nord avait tiré parti de la patience tactique dont a fait preuve l'administration Trump pour concevoir et tester un nombre impressionnant de nouveaux systèmes d'armes modernes. Il s'agit de systèmes de courte et moyenne portée, qui sont donc dirigés contre la Corée du Sud et le Japon, comprenant aussi des systèmes pouvant être lancés depuis des plateformes sous-marines comme des sous-marins.

Parallèlement, la Corée du Nord avait renoncé à tester des missiles intercontinentaux et des armes nucléaires, c'est-à-dire à des actions dirigées contre les États-Unis. En janvier 2022, une annonce du régime a marqué la fin de cette période de retenue, et a été suivie, en mars 2022, par le test d'un missile intercontinental.

Les nouveaux systèmes d'armes font apparaître plusieurs objectifs :

- La Corée du Nord veut être en mesure de menacer la Corée du Sud, le Japon et, plus loin, Guam, à l'aide de missiles balistiques précis et désormais aussi de missiles de croisière. Ces moyens revêtent précisément une importance stratégique lors de la phase initiale d'un conflit armé de grande envergure, car ils permettent de neutraliser les moyens de conduite, la logistique et les bases d'opération de l'ennemi. La Corée du Nord suit ici l'exemple de la Russie et de la Chine et intègre, comme le font ces pays, le contournement d'une défense antimissile ennemie dans le développement de ses systèmes. Ces systèmes nord-coréens jouent avant tout un rôle conventionnel, mais ils peuvent en principe aussi être munis d'ogives nucléaires.

Les nouveaux missiles balistiques les plus performants et importants de la Corée du Nord et leur portée.



- La Corée du Nord cherche à mettre en place une dissuasion nucléaire minimale vis-à-vis des États-Unis. Là encore, la dimension antimissile semble déjà avoir été prise en compte dans le développement. Si le missile intercontinental Hwasong-15 permet de couvrir toute l'Amérique du Nord, son grand frère Hwasong-17 est surdimensionné pour cet objectif. Il dispose toutefois d'une réserve de puissance suffisante pour suivre des trajectoires courbes qui n'ont pas été prévues par la défense antimissile américaine.

- Il semblerait que la Corée du Nord ait adopté une approche similaire en matière d'armes atomiques. Les essais nucléaires nord-coréens réalisés jusqu'à présent laissent à penser que la Corée du Nord a développé deux modèles d'armes : une bombe au plutonium qui a été adaptée pour faire office également de « détonateur » pour une bombe à hydrogène lorsqu'elle est installée sur un missile intercontinental, et un modèle tactique basé sur l'uranium pour une utilisation régionale.

Au niveau sectoriel, les progrès affichés par la Corée du Nord excèdent les capacités de sa base industrielle et scientifique. Le pays est par conséquent soutenu par des tiers et/ou ses cybercapacités éprouvées sont déployées avec succès à des fins d'espionnage industriel ciblé.

Que prévoit le SRC ?

Contrôle stratégique des armements

Le contrôle des armements compte parmi les victimes de la guerre d'agression que la Russie mène en Ukraine. L'armement conventionnel regagne en importance. Les budgets augmentent, tandis que les performances insuffisantes de chars mal guidés face à des armes individuelles modernes amèneront les forces armées à modifier leur doctrine et favoriseront le développement de nouveaux systèmes d'armes. Une fois de plus, le rapport entre offensif et défensif doit être repensé. Dans une situation changeante, les limites et les paramètres de contrôle évoluent eux aussi. Ainsi, les mesures de confiance se trouvent dans une phase difficile.

Les accords portant sur la maîtrise des armements s'accompagnent de mécanismes de vérification. Pour ce faire, le contrôle stratégique des armements entre les États-Unis et l'Union soviétique ainsi que les États lui ayant succédé misait aussi bien sur des moyens techniques nationaux que sur des inspections sur site, menées sur le territoire souverain de l'autre partie. Les conventions internationales comme le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, la Convention sur les armes chimiques ou le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires disposent d'outils de vérification solides. Le respect envers les organisations internationales au sein desquelles ces textes ont vu le jour joue un rôle crucial en la matière. Or, ces dernières années, le respect que certains États leur accorde s'est érodé – comme en témoigne la cyberattaque russe contre l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques –, ce qui a pour effet d'affaiblir encore le système de contrôle des armements.

Dans ces conditions, les nouveaux domaines thématiques du contrôle des armements tels qu'ils ont été définis dans la stratégie du Conseil fédéral vont représenter à l'avenir des défis encore plus importants.

Armes biologiques

De nouveaux champs d'action émergent par ailleurs en matière de contrôle stratégique des armements. Outre les technologies plutôt récentes et de nature différente dans le domaine cyber et celui de l'intelligence artificielle, la question des armes biologiques se fait de plus en plus pressante. La pandémie de COVID-19 a montré quel potentiel de perturbation un agent pathogène viral a pour l'économie et la société. De nouvelles technologies comme les vaccins à ARNm permettent de préparer une attaque biologique tout en assurant à son camp un niveau de protection préalable suffisant. Ce constat vaut aussi bien pour l'être humain que pour le secteur agricole par exemple. Et les auteurs d'une telle attaque seront tout aussi difficiles à

identifier que les auteurs d'une cyberattaque. Les connaissances liées à la technologie prolifèrent nécessairement, car chaque État qui entend protéger ses citoyens investit dans la lutte contre le SRAS-CoV-2 et les virus de la même famille.

Iran

Aucune ranimation du PAGC ne se dessine actuellement. Les conditions cadres ont en effet changé depuis 2015. De plus, une partie importante des limitations au programme nucléaire iranien convenues à l'époque expireront en 2025 déjà et les avantages réciproques de l'accord ont nettement diminué. Si l'Iran devient un « État du seuil » nucléaire sur le plan technologique, rien n'indique actuellement que le pays franchira la ligne rouge que représenterait un nouveau programme d'armes nucléaires à moins d'y être contraint. La pression à son encontre en termes de politique de sécurité fait défaut, et la probabilité d'être découvert est trop importante.

Corée du Nord

La Corée du Nord s'est isolée encore plus radicalement du monde extérieur pendant la pandémie. Son commerce extérieur s'est largement effondré, se réduisant à quelques milliers de dollars échangés avec son voisin russe. Cette situation démontre que la pression économique ne suffira pas à forcer la Corée du Nord à abandonner son programme d'armes de destruction massive. Au contraire, l'exacerbation du conflit entre la Chine et les États-Unis renforce la position nord-coréenne, puisque ces deux États ne parviendront plus à un terrain d'entente sur ce dossier. En cas de conflit avec Taïwan, le régime nord-coréen va encore développer son potentiel de nuisance au service de la Chine, faisant clairement la démonstration à toutes les parties en présence qu'il ne se laissera pas instrumentaliser au profit d'intérêts étrangers.

Espionnage

Résultat de l'appréciation du SRC

Où espionne-t-on ?

Il est difficile de localiser avec exactitude les activités d'espionnage, en particulier lorsqu'elles reposent partiellement ou entièrement sur des moyens cyber. L'espionnage implique en outre un ensemble d'activités concrètes qui – pour autant que l'on puisse les localiser – se déroulent rarement en un seul emplacement. Enfin, l'espionnage étant nécessairement clandestin, aucun des acteurs impliqués ne connaît la véritable ampleur de toutes les activités d'espionnage sur un territoire donné, qu'il s'agisse des espions, de leurs victimes ou du contre-espionnage. Des indicateurs permettent néanmoins d'estimer sommairement l'ampleur de l'espionnage dans un lieu donné, notamment le nombre de sources et d'officiers de renseignement identifiés et présumés, ainsi que l'étendue des activités de renseignement identifiées à cet endroit.

Genève, un centre névralgique

Le SRC estime que Genève constitue le centre névralgique des activités d'espionnage en Suisse. Pourquoi ? En comparaison avec les autres cantons, Genève est celui où résident le plus grand nombre d'officiers de renseignement étrangers identifiés et présumés. La majorité d'entre eux travaillent officiellement dans le canton. Une grande partie des officiers de renseignement qui résident à Genève, pour la plupart des hommes, se présentent officiellement comme des diplomates accrédités au sein de l'une des nombreuses représentations diplomatiques que compte le canton. D'autres se présentent comme hommes ou femmes d'affaires, journalistes, ou collaborateurs d'une organisation internationale à Genève. La présence d'officiers de renseignement russes est particulièrement marquée. Le SRC estime que plusieurs dizaines d'officiers sont actifs dans les représentations diplomatiques et consulaires russes à Genève.

De nombreux officiers de renseignement sont probablement chargés de la conduite des sources. Leur principale tâche consiste à recruter des personnes disposant d'accès à des informations importantes ou à d'autres personnes. Les officiers traitants professionnels peuvent gérer clandestinement entre trois et cinq sources. Outre les officiers de renseignement, une multitude de sources et de soutiens présumés de services de renseignement étrangers résident à Genève et dans sa périphérie. Le SRC sait également que des collaborateurs de services de renseignement étrangers à la retraite ou d'anciens collaborateurs officiels se sont installés avec leur famille à Genève et dans les environs.

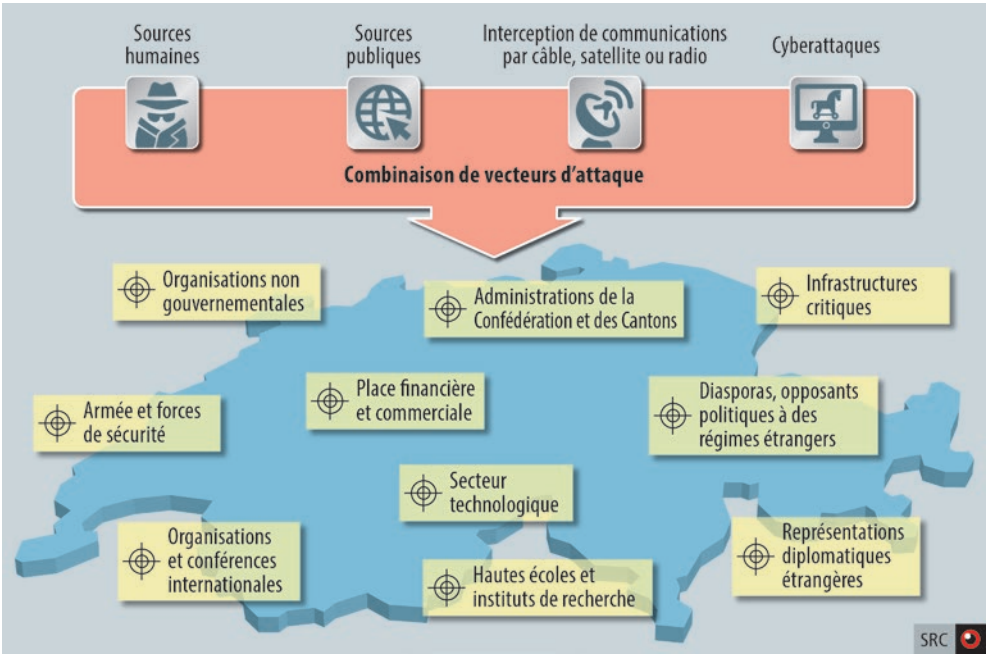
La majeure partie des activités d'espionnage identifiées par le SRC sur territoire suisse se déroulent dans les grandes villes. Des officiers de renseignement parti-

cipent à des événements dans le but d'identifier et de faire connaissance avec des cibles intéressantes. En outre, le SRC constate régulièrement des rencontres entre des officiers traitants et des sources présumées ou des personnes en cours de recrutement.

Raisons des activités d'espionnage intensives à Genève

La forte présence d'officiers de renseignement étrangers et les nombreuses activités de renseignement à Genève s'expliquent par la présence d'une multitude d'organisations qui constituent des cibles intéressantes pour l'espionnage. Il s'agit notamment d'organisations internationales, de représentations diplomatiques, d'organisations non gouvernementales, d'universités, d'entreprises privées – en particulier dans les secteurs de la finance, des matières premières, du négoce et des hautes technologies –, mais aussi de think tanks et d'instituts de recherche, leurs employés compris. L'installation à Genève de nombreux instituts de recherche, organisations non gouvernementales et think tanks est avant tout due à la présence des organisations internationales et aux relations commerciales qu'ils entretiennent avec celles-ci. Ces organisations produisent et gèrent une grande quantité d'informations pertinentes aux yeux des services de renseignement.

Vecteurs d'attaques et cibles d'espionnage en Suisse



Selon la cible visée, les circonstances et les considérations tactiques, il se peut que la recherche de ces informations à l'aide de moyens techniques depuis l'étranger ne soit pas possible du tout, qu'elle soit inopportune ou qu'elle ne représente que l'une des nombreuses méthodes d'acquisition d'informations possibles. Une méthode éprouvée, et donc employée fréquemment, consiste à recruter des personnes qui travaillent pour le compte d'une organisation dans les domaines susmentionnés.

Une couverture diplomatique s'y prête à plusieurs égards :

- Les diplomates disposent d'accès étendus et privilégiés à des immeubles, des événements et à certaines personnes.

- Selon leur fonction officielle, les officiers de renseignement sous couverture diplomatique participent à des négociations multilatérales. Leur employeur est alors à même d'influencer directement les négociations. À ce propos, il faut garder à l'esprit que les services de renseignement ne défendent pas forcément la même position que le Ministère des affaires étrangères de l'État dont ils dépendent.

- Si les activités d'espionnage sont démasquées, l'immunité diplomatique protège généralement leurs auteurs contre des poursuites pénales.

Les services de renseignement, ceux des grandes puissances notamment, s'espionnant mutuellement dans le monde entier, une représentation diplomatique peut à la fois être auteure – puisqu'elle offre une couverture à son service de renseignement – et victime d'un acte d'espionnage. Dernièrement, plusieurs États ont développé leurs structures de renseignement à Genève, ce qui pourrait avoir un rapport avec la concurrence accrue entre les grandes puissances et certaines puissances régionales. Les services de renseignement comptant parmi les moyens qui sont au service d'une politique de puissance, leur engagement a aussi une dimension conjoncturelle. En temps de guerre, leur importance augmente encore.

Le nombre élevé d'activités identifiées ayant le renseignement pour toile de fond s'explique essentiellement par la multitude d'événements mis sur pied par les organisations basées à Genève. Ceux-ci constituent un théâtre d'opérations idéal pour les officiers de renseignement qui, sous couverture, peuvent alors aisément entrer en contact avec de nombreuses cibles potentielles. La plupart des cibles vivant et travaillant à Genève et dans sa périphérie, la ville offre des conditions propices

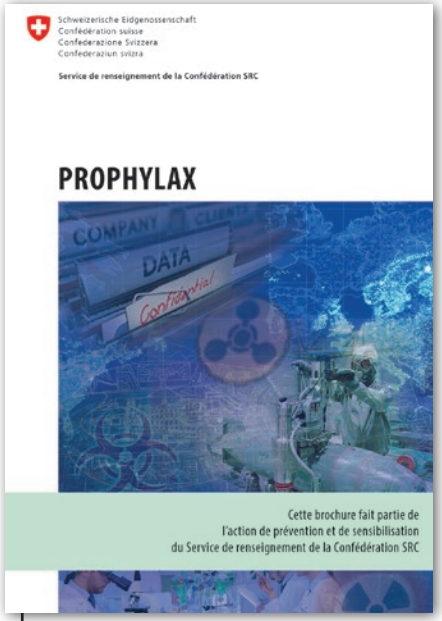
à d'éventuelles rencontres ultérieures. Celles-ci ont un caractère habituel, si bien que les personnes concernées ne soupçonnent dans un premier temps aucun lien avec le renseignement. Les distances réduites dans une ville comme Genève permettent également de s'entretenir à une fréquence élevée, ce qui profite à la conduite des sources, sans éveiller la méfiance.

Genève offre également – là aussi en partie en raison de la présence des organisations internationales – d'autres avantages dont les services de renseignement étrangers tirent parti : située dans l'espace Schengen, la ville est accessible facilement grâce à son aéroport international. Des officiers traitants qui résident à l'étranger rencontrent par conséquent volontiers leurs sources sur le territoire suisse. La proximité directe avec la France signifie en outre que les services de renseignement étrangers sont en mesure de procéder à des actions délicates, comme la remise d'informations, avec une grande facilité sur un territoire proche, mais néanmoins étranger. Le contre-espionnage éprouve davantage de difficultés à déceler les actions transnationales.

« En ligne de mire »

Le court métrage sur l'espionnage économique en Suisse est disponible sur l'internet.

www.vbs.admin.ch (FR / Sécurité / Recherche de renseignements / Espionnage économique)



« Prophylax »

La brochure sur la campagne de prévention et de sensibilisation est disponible sur l'internet.

www.vbs.admin.ch (FR / Documentation et publications / Recherche / Prophylax / Publications)

Que prévoit le SRC ?

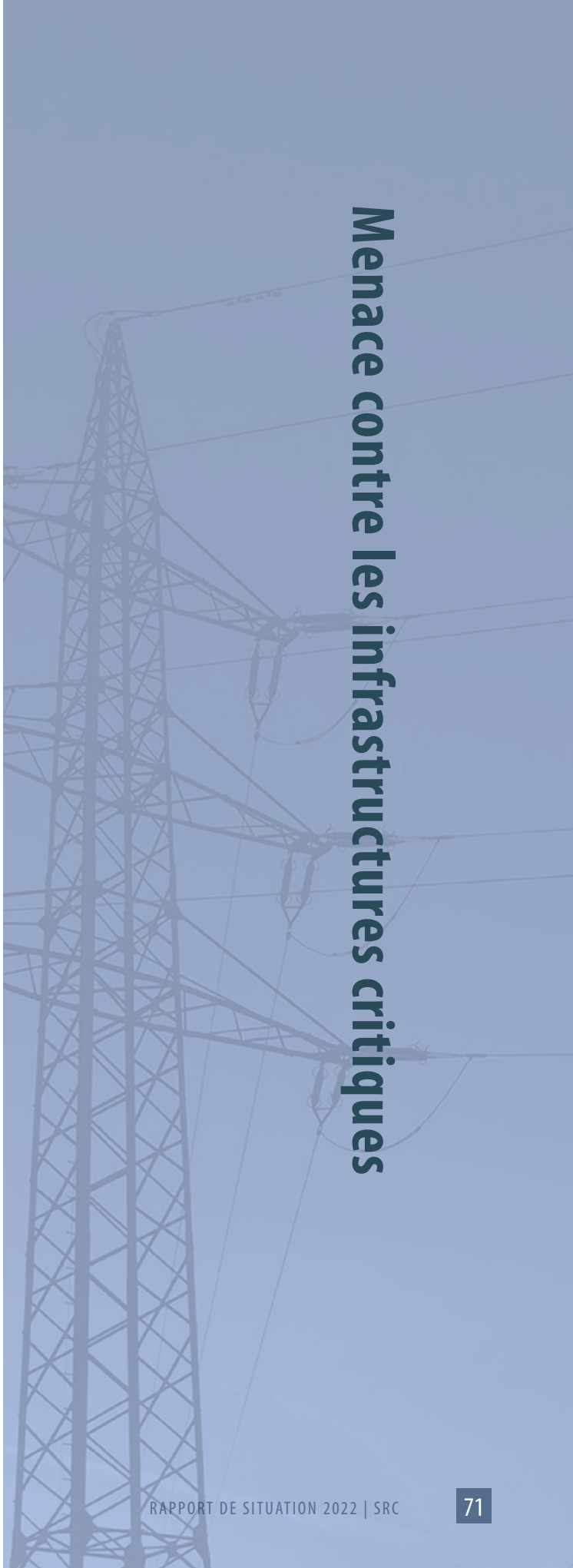
Les activités d'espionnage se situent à un niveau élevé et augmentent encore

Les raisons qui expliquent le niveau élevé des activités d'espionnage à Genève n'évoluent pas. Il ne faut donc pas s'attendre à des changements majeurs au cours des prochaines années. Tant que Genève restera une ville d'envergure mondiale et que les organisations de l'ONU en particulier continueront d'y siéger, l'espionnage y sera pratiqué à un niveau élevé. La concurrence exacerbée entre les grandes puissances et certaines puissances régionales devrait même avoir pour effet d'intensifier ces activités. Cette situation entraîne aussi des besoins accrus en matière d'entretiens bilatéraux et multilatéraux sur un sol neutre. L'expérience montre que des représentants de haut rang des services de renseignement participent toujours à de telles négociations. Genève se prêtant très bien à ces échanges, ces représentants devraient être plus nombreux à s'y rendre, ou s'y rendre plus souvent.

Genève demeure par ailleurs prisée comme lieu de manifestation par divers groupes opprimés dans leur pays d'origine. Par expérience, on sait que certains de ces événements sont surveillés par des services de renseignement étrangers. La fréquence et l'intensité de cette surveillance demeurent difficiles à évaluer. La surveillance semble dépendre fortement de la situation dans le pays d'origine, mais aussi de l'ampleur et du champ d'action des dispositifs dévolus au renseignement sur place. En principe, plus l'intensité du conflit est marquée et plus la menace représentée par les personnes critiques et les opposants est prise au sérieux par un régime, plus la probabilité est élevée que ceux-ci soient espionnés.

Plusieurs États européens ont réagi à l'invasion de l'Ukraine par la Russie en expulsant de nombreux officiers des services de renseignement russes. Si ces États parviennent à éviter que les personnes expulsées soient remplacées par de nouveaux officiers sous couverture diplomatique, le dispositif de renseignement russe sera durablement affaibli sur leur territoire. Un tel scénario devrait notamment inciter les services de renseignement russes à déployer leurs effectifs dans d'autres pays. La Suisse pourrait se voir concernée, raison pour laquelle il convient de tirer parti des instruments à disposition pour empêcher l'entrée de ces officiers de renseignement sur son territoire.

Menace contre les infrastructures critiques



Résultat de l'appréciation du SRC

Engagement de moyens cyber dans le cadre de conflits et de guerres

Les moyens cyber jouent un rôle important avant et pendant une guerre. Ainsi, les cyberattaques permettent de limiter, du moins momentanément, certaines capacités de l'adversaire. Les cyberattaques contre les infrastructures critiques d'un adversaire permettent d'intimider la population concernée et de perturber le fonctionnement de la société.

Les moyens cyber peuvent également être utilisés pour mener des opérations d'information. Celles-ci servent à affaiblir la cohésion sociale, notamment celle du gouvernement et de la population. Dans l'espace informationnel, les belligérants se concentrent clairement sur la diffusion de leur propre version des faits avant et pendant l'affrontement cinétique. Pour diffuser des informations vraies ou fausses, ils utilisent leurs propres canaux, mais piratent également des sites web, par exemple ceux du gouvernement et des médias, ainsi que des comptes de réseaux sociaux. Par tous ces moyens, ils tentent de toucher le public.

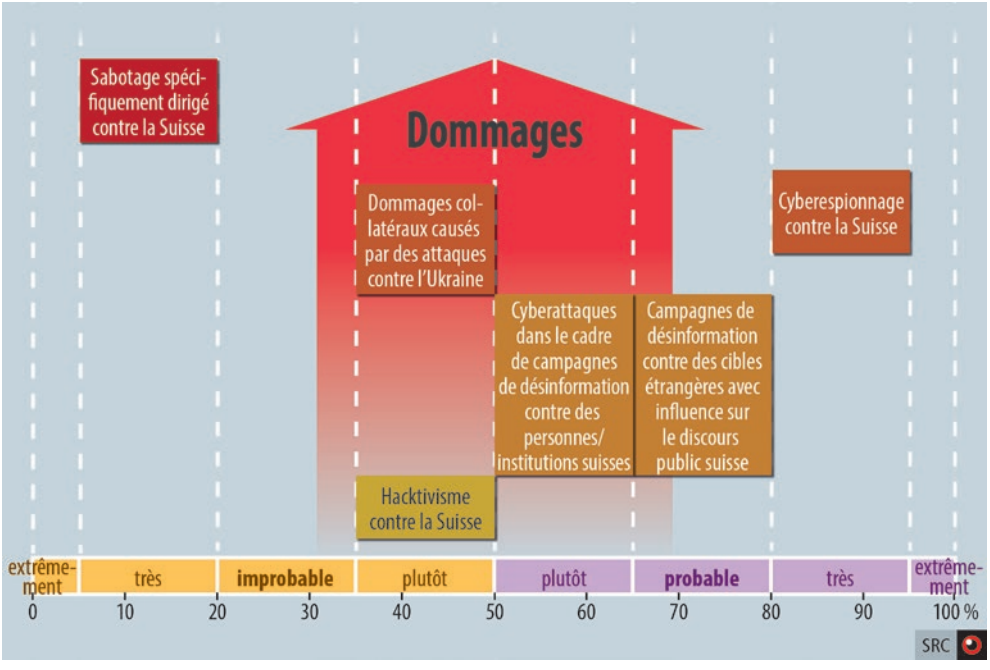
Dans les jours qui ont précédé l'invasion des forces russes, la disponibilité des sites web de banques et d'autorités ukrainiennes a été perturbée. Les systèmes des autorités et d'organisations ukrainiennes ont été attaqués par des programmes de suppression des données, dits Wipers. Ces logiciels malveillants (malwares) servent à effacer irrévocablement les données des réseaux cibles après les avoir infectés. D'importantes fonctions administratives ont ainsi été compromises avant l'invasion. Ces attaques ont également servi, de manière générale, à perturber les activités quotidiennes et à déstabiliser la population ukrainienne. Les cyberattaques à l'aide de programmes de suppression des données visant à perturber les infrastructures critiques ont en principe les mêmes effets que les rançongiciels (ransomwares). Les dommages peuvent cependant être réparés rapidement si l'infrastructure a été correctement préparée pour faire face à ce genre d'événement. Pour perturber durablement le fonctionnement des infrastructures critiques, les attaques cinétiques sont plus fiables mais également plus précises. En effet, les cyberattaques ayant des conséquences d'ordre physique ne sont pas simples à exécuter et recèlent le plus souvent un risque non négligeable de dommages collatéraux involontaires. Pourtant, à la mi-avril 2022, lors du retrait des forces russes du nord de l'Ukraine, des pirates – probablement membres du groupe Sandworm attribué au service de renseignement militaire russe GRU – ont attaqué l'approvisionnement en électricité de l'Ukraine.

Au même moment pratiquement où les troupes russes ont envahi l'Ukraine, un fournisseur de communications par satellite a été victime de cyberattaques. Les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'UE ont attribué ces cyberattaques à la Russie.

Pendant que l'infrastructure de ce fournisseur était affectée, c'est-à-dire saturée, par une attaque sur la disponibilité des sites web et des services, les pirates ont saboté les modems des clients dotés d'une fonction de maintenance à distance. Ces modems n'ont ensuite plus pu se connecter au satellite. Les attaques visaient très probablement à perturber les canaux de communication utilisés par l'armée ukrainienne. Elles ont toutefois eu des répercussions sur plusieurs pays et sur des équipements de communication sans lien avec les opérations de guerre. Plusieurs éoliennes en Europe ont notamment été touchées. Elles ont continué à produire de l'électricité en mode autonome, mais ne pouvaient plus être surveillées et commandées à distance par les entreprises exploitantes. La fonctionnalité des modems ne pouvait être rétablie que manuellement sur place.

Après cette phase initiale, le nombre de cyberattaques des belligérants en dehors de la zone de guerre n'a pas augmenté. Toutefois, des acteurs privés ont été appelés à attaquer des cibles russes ou ukrainiennes à l'aide de moyens cyber, ce qui a entraîné un grand nombre d'incidents, y compris dans des pays occidentaux au sein d'entreprises ayant des liens avec la Russie. Le plus souvent, il s'agissait d'attaques visant la disponibilité de sites web et de services ou d'acquisition illégales de données. Les données acquises ont ensuite été publiées.

Conséquences possibles de la guerre en Ukraine pour la Suisse dans le domaine cyber



Rôle des acteurs non étatiques lors de conflits et de guerres

Les acteurs non étatiques, en particulier les entreprises technologiques, jouent un rôle grandissant dans les conflits modernes. Lors de la guerre en Ukraine, le fondateur de Space X, Elon Musk, et l'Agence américaine pour le développement international ont fourni à l'Ukraine l'accès aux 10 000 terminaux des satellites Starlink. L'accès à Internet ainsi assuré, les hôpitaux en ont bénéficié et l'armée ukrainienne a pu en profiter, par exemple pour lancer des attaques de drones contre des chars russes. Depuis janvier 2022, les équipes de sécurité de Microsoft travaillent en étroite collaboration avec le gouvernement ukrainien et les spécialistes ukrainiens de la cybersécurité dans le secteur privé afin d'identifier et d'éliminer les activités menaçant les réseaux ukrainiens. Pour ce faire, Microsoft a établi une communication sécurisée avec le gouvernement Zelensky et partage 24 heures sur 24 des analyses de menaces et des contre-mesures techniques pour éliminer les logiciels malveillants sur les réseaux ukrainiens.

Attaques à l'aide de rançongiciels

En dehors des conflits armés ou des guerres, la cybercriminalité reste la menace la plus immédiate pour les infrastructures critiques. La forte augmentation des infections par rançongiciels ayant abouti en Suisse et au niveau international en est la preuve. Par ailleurs, les récentes attaques de chiffrement ont montré qu'en Suisse, au-delà des entreprises privées, certains exploitants d'infrastructures critiques et certaines autorités ne sont pas suffisamment protégés contre de telles attaques. Les auteurs agissent de manière opportuniste et se concentrent sur la maximalisation des profits, raison pour laquelle toute institution offrant une certaine surface d'attaque peut être prise pour cible.

Un marché pour les prestations cybercriminelles

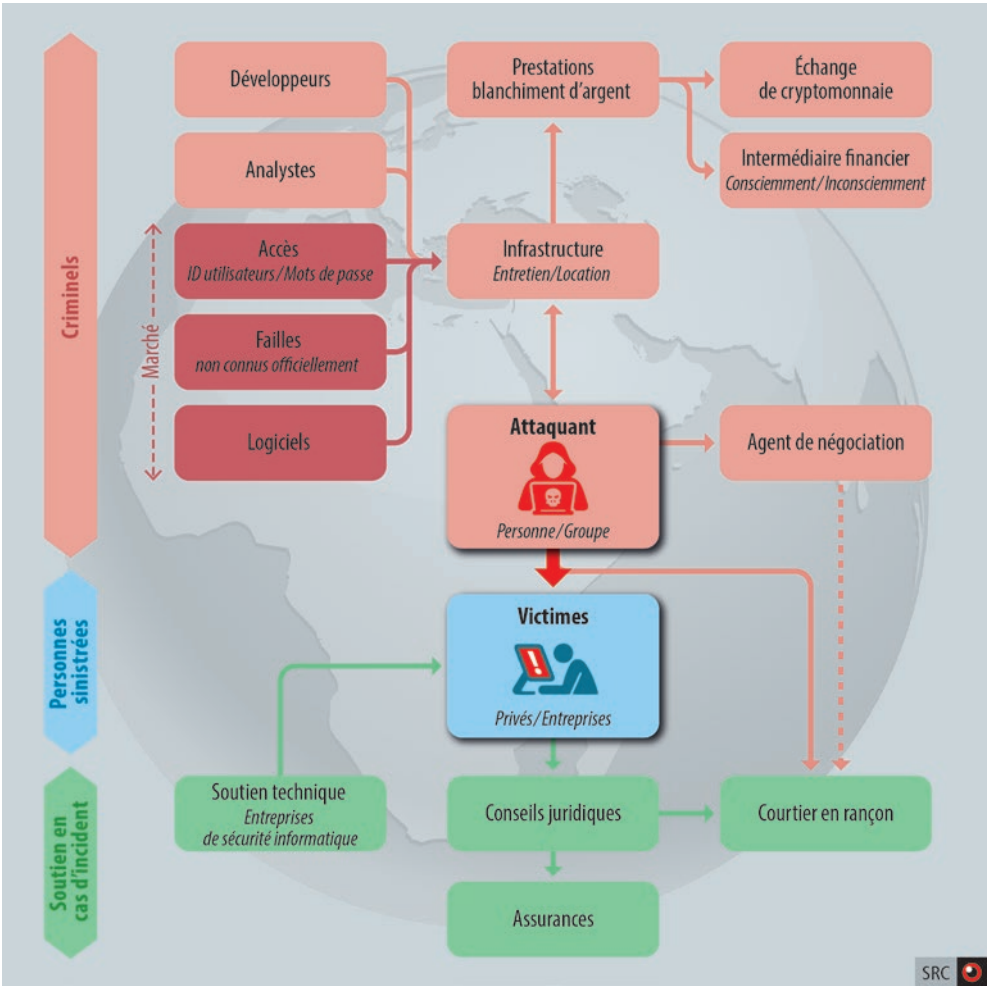
Les facteurs décisifs de toute menace cyber sont la « professionnalisation » et la « commercialisation » de la cybercriminalité. La spécialisation des acteurs dans des services cybercriminels individuels sur Internet s'est développée. Un marché s'est entre-temps créé, où il existe une vraie concurrence, une pression sur les prix et où les cybercriminels promeuvent ouvertement leurs services.

La vente de codes d'accès à des réseaux joue un rôle clé dans la palette des prestations cybercriminelles. Le commerce de ces données d'accès a augmenté depuis que la pandémie a entraîné une multiplication de l'accès à distance aux réseaux. Ces accès à distance se font par exemple via un réseau virtuel privé (Virtual Private

Network, VPN) ou le protocole de bureau à distance (Remote Desktop Protocol, RDP). Les nouvelles applications offrent la possibilité de travailler à distance, par le biais de la virtualisation de l'espace de travail, mais constituent ainsi de nouvelles sources d'infection.

Les données d'accès à distance volées ou obtenues illégalement sont souvent à l'origine d'attaques de cryptage et de vols de données. Ces données, qui sont par la suite négociées, proviennent fréquemment d'une fuite de données, par exemple d'une infection par un logiciel malveillant ou d'un hameçonnage (phishing). Leur acquisition permet aux acheteurs d'économiser beaucoup de temps qu'ils auraient normalement dû consacrer à la compromission et à l'exploration d'un réseau.

Environnement cybercriminel



Le nombre de vendeurs a augmenté, les prix des données d'accès ont baissé et varient en fonction de la taille de l'entreprise, de sa localisation, de son chiffre d'affaires et des privilèges d'accès au réseau concerné. Ainsi, les droits d'accès à un compte avec des droits d'administrateur coûtent bien plus cher que ceux d'un compte avec de simples droits d'utilisateur. Selon les entreprises de sécurité, les données d'accès sont particulièrement recherchées dans le secteur industriel ainsi que dans les domaines de la recherche et de l'informatique. Cela représente une menace considérable pour la recherche et l'économie suisses, car les perturbations de services dans ces domaines entraînent rapidement des coûts élevés, ce qui rend les victimes plus susceptibles de céder au chantage. Les accès dérobés dans ces domaines offrent également aux auteurs la possibilité d'échelonner les attaques en utilisant les interfaces de réseau, les chaînes d'approvisionnement et les relations avec les clients. La « professionnalisation » et la « commercialisation » de la cybercriminalité rendent non seulement l'attribution des attaques plus difficiles, mais augmentent également la résilience des groupes cybercriminels face aux autorités de poursuite pénale.

Exploitation de failles

L'exploitation systématique de failles dans des logiciels couramment utilisés constitue une menace supplémentaire. L'exemple le plus récent est la faille Log41 observée à la fin de l'année 2021 : il s'agit d'un module de programme gratuit utilisé dans un grand nombre de serveurs. Le SRC observe par conséquent une augmentation des offres dites d'accès initial dans l'environnement criminel. Il s'agit de vendre des accès déjà créés à des réseaux qui ont été précédemment infiltrés, notamment en exploitant des points faibles.

Que prévoit le SRC ?

La portée d'un logiciel malveillant est plus grande que celle d'un missile

Dans les conflits en général et les actes de guerre en particulier, il faut toujours s'attendre à des activités cyber. Le cyberespionnage visant le renseignement de la partie adverse fait partie intégrante des capacités de toute entité qui sert les intérêts d'un pouvoir. Les cyberopérations permettent également de déployer des activités en marge de la guerre tout en ayant un impact sur l'adversaire. Toutefois, dans un conflit armé, les moyens cinétiques de destruction des ressources de l'adversaire sont plus faciles à mettre en œuvre et plus précis pour la partie attaquante. Malgré cela, à la mi-avril 2022, la cyberguerre a été intensifiée et les systèmes de contrôle industriels en Ukraine ont été attaqués afin de perturber les opérations physiques. La Russie n'est pas la seule à développer des compétences dans ce domaine, et les attaques similaires vont se multiplier dans les années à venir.

La partie physiquement attaquée sur son territoire et les acteurs sympathisants utiliseront régulièrement des moyens cybernétiques pour nuire à l'agresseur et à ses alliés. Elle a souvent peu d'autres moyens d'obtenir des effets sur le territoire de l'agresseur. En revanche, des acteurs du monde entier peuvent lancer des cyberattaques contre les intérêts de l'une ou l'autre partie en conflit.

Les États politiquement et économiquement isolés peuvent également utiliser des moyens cyber, que ce soit pour voler des données relevant de la propriété intellectuelle, pour perturber des infrastructures critiques dans d'autres pays ou encore pour se procurer des devises. Ils ont en outre la possibilité d'offrir un espace à des activités cybercriminelles, notamment en protégeant les cybercriminels des poursuites pénales internationales sur leur territoire.

Le rôle des acteurs non étatiques, notamment des entreprises technologiques, sera là encore plus important.

Conséquences du bond numérique suite à la pandémie

La numérisation dans l'économie, la société et les institutions publiques est non seulement inexorable, mais ce processus a été considérablement accéléré durant la pandémie de COVID-19. Les mesures de lutte contre la pandémie ont entraîné une demande accrue en accès à distance et plusieurs institutions ont rapidement dû offrir des possibilités de télétravail. Les solutions correspondantes ont donc dû être achetées et mises à disposition sans délai ; le temps a manqué pour procéder à une phase de test approfondie, à un contrôle de sécurité et à la formation des collaborateurs.

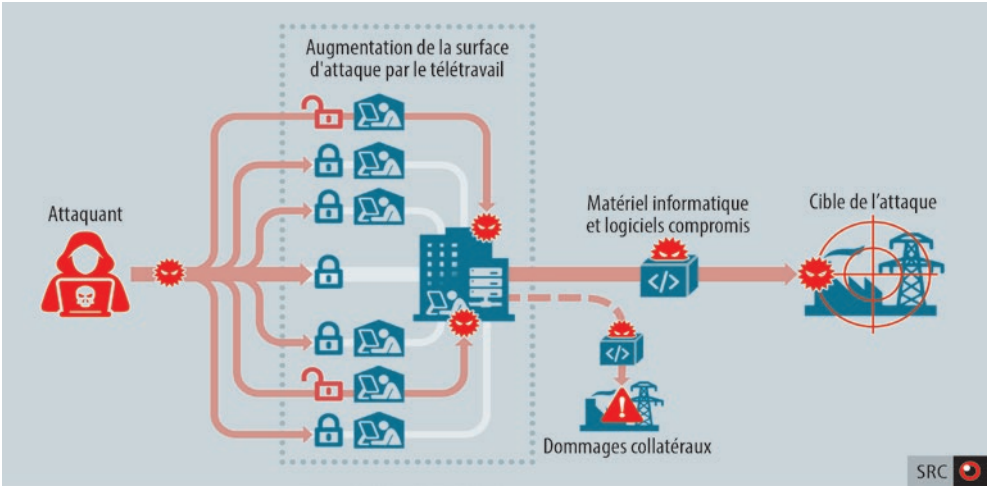
Le passage accéléré au télétravail représente un risque accru pour la sécurité,

la disponibilité et l'intégrité des systèmes respectifs et pour les données qui y sont traitées. Ainsi, les appareils utilisés pour le télétravail sont souvent des appareils privés qui ne sont pas administrés de manière centralisée et dont la vulnérabilité ou l'infection par des logiciels malveillants ne peuvent donc pas être détectées. De nombreuses solutions provisoires ont été mises en place rapidement et sont devenues permanentes, car il est impossible, voire inenvisageable, de revenir aux formes de travail traditionnelles. De plus, les données sensibles sont mal protégées par des solutions inadéquates et peuvent être consultées involontairement par des personnes qui ne devraient pas disposer de cette possibilité.

Étant donné que, dans les sociétés modernes, les chaînes de création de valeur et les services sont de plus en plus axés sur les données, les organisations s'exposent à des risques supplémentaires en utilisant des solutions numériques peu sûres. Les entreprises ne sont pas les seules concernées : leurs clients et les tiers, voire le public dans le cas des autorités, sont également touchés. La quantité toujours plus importante d'informations disponibles sur Internet offre en outre de nouvelles possibilités d'exploitation ciblée, par exemple à l'aide d'outils spéciaux ou de l'apprentissage automatique.

Il est improbable que les organismes concernés auditent systématiquement leurs solutions ponctuelles a posteriori, mettent en œuvre sans tarder des mesures de sécurité et adoptent de nouvelles directives. C'est pourquoi l'avancée soudaine de la numérisation entraîne une extension de la surface d'attaque pour les organisations et des risques accrus lors de l'utilisation de prestations numériques.

Un accroissement des accès à distance, par exemple par le télétravail, augmente la surface d'attaque des réseaux.



Chiffres et éléments clés

Structure, personnel et finances

À la fin de l'année 2021, le SRC comptait 178 collaboratrices et 254 collaborateurs occupant au total 394,9 équivalents plein temps. Le SRC attache une grande importance à la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale. En 2016, il a été l'un des premiers offices fédéraux à avoir été certifié employeur particulièrement favorable à la famille. La ventilation par langue maternelle démontre que 72,7 pour cent du personnel est de langue allemande, 22,4 pour cent de langue française, 4,2 pour cent de langue italienne et 0,7 pour cent de langue romanche.

Les cantons ont été indemnisés pour leurs services de renseignement à hauteur de 18 millions de francs. Les charges de personnel du SRC se sont élevées à 64,6 millions de francs, les charges de biens et services et charges d'exploitation à 15,4 millions de francs.

Coopération internationale

Le SRC travaille avec des autorités étrangères qui accomplissent des tâches au sens de la loi fédérale sur le renseignement (LRens). À cet effet, le SRC représente la Suisse entre autres dans des organismes internationaux. Il échange des informations avec plus d'une centaine de services partenaires de divers États et avec des organisations internationales, par exemple avec les services compétents de l'ONU et les institutions et entités de l'UE qui s'occupent de questions de politique de sécurité. Le SRC reçoit chaque année près de 13 500 communications de la part des services partenaires et leur transmet annuellement près de 6500 communications.

Systèmes d'information et de stockage des données

En 2021, 178 demandes de renseignements ont été déposées sur la base de l'article 63 LRens et de l'article 8 de la loi fédérale sur la protection des données. A cela s'ajoute une demande en lien avec une requête déposée précédemment. Au total, 102 personnes qui avaient déposé une telle demande ont obtenu une réponse en deux parties : le SRC leur a, d'une part, transmis tous les renseignements les concernant selon la loi sur la protection des données et a, d'autre part, différé sa réponse s'agissant des systèmes d'information, conformément à l'article 63 alinéa 2 LRens (report pour aucune donnée traitée concernant la personne requérante, pour intérêts exigeant le maintien du secret ou intérêts prépondérants de tiers). Dans 49 cas, le SRC a transmis aux personnes requérantes, sous réserve d'intérêts de maintien du secret et de la protection de tiers en lien avec les systèmes d'information, des renseignements complets portant sur le traitement ou non de données les concernant et, le cas échéant, sur ces

données en question. Dans 5 cas et malgré un rappel, les conditions formelles pour le traitement d'une demande (comme la remise d'une preuve d'identité) n'ont pas été remplies et ces demandes n'ont de ce fait pas pu être traitées au 31 décembre 2021. De sorte qu'à la fin de 2021, 22 demandes de renseignements étaient encore en traitement. Une demande en lien avec une requête déposée précédemment était également toujours en traitement à la fin de décembre 2021.

En 2021, le SRC a par ailleurs reçu 28 demandes d'accès sur la base de la loi fédérale sur le principe de la transparence dans l'administration.

Appréciations de la situation

Le SRC présente chaque année son rapport de situation « La Sécurité de la Suisse ». Ce rapport comporte le radar de la situation qui, dans sa forme classifiée, sert de base au Groupe Sécurité pour établir son appréciation mensuelle de l'état de la menace et fixer les priorités. Les rapports d'appréciation de la situation du SRC sont remis au Conseil fédéral, à d'autres décideurs politiques et aux services compétents au sein de la Confédération et des cantons, aux décideurs militaires ainsi qu'aux autorités de poursuite pénale. Ces destinataires, à leur demande ou à l'initiative du SRC, reçoivent périodiquement, spontanément ou dans des délais établis, des informations et des connaissances, sous forme orale ou écrite, concernant tous les domaines couverts par la LRens et en application de la mission de base classifiée du SRC. En 2021, le SRC a aussi apporté son soutien aux cantons au moyen d'un réseau de renseignement dirigé par son Centre fédéral de situation (sommet entre les présidents américain et russe).

Rapports pour utilisation dans le cadre de procédures pénales et administratives

Le SRC transmet aux autorités compétentes des informations non classifiées pour leur utilisation dans des procédures pénales ou administratives. En 2021, il a ainsi remis 16 rapports officiels au Ministère public de la Confédération et 20 rapports officiels à d'autres autorités fédérales telles que l'Office fédéral de la police, le Secrétariat d'État aux migrations ou le Secrétariat d'État à l'économie (sans les compléments aux rapports officiels déjà existants). Sur l'ensemble de ces rapports, 19 concernaient le domaine du terrorisme, 6 le domaine de l'extrémisme violent, 6 le domaine de l'espionnage et 3 le domaine de la prolifération alors que 2 rapports n'étaient pas consacrés à l'une de ces thématiques spécifiques.

Mesures

Lutte contre le terrorisme | Le SRC publie deux fois par année sur son site Internet des chiffres en rapport avec la lutte contre le terrorisme (personnes représentant un risque, voyageurs à motivation djihadiste et monitoring de sites Internet présentant un contenu djihadiste).
www.vbs.admin.ch (FR / Sécurité / Recherche de renseignements / Terrorisme)

Programme de sensibilisation Prophylax | Le SRC, en collaboration avec les cantons, mène des programmes destinés à la sensibilisation aux activités illégales en matière d'espionnage et de prolifération. Il s'agit du programme de sensibilisation Prophylax et du module de sensibilisation Technopol dans le domaine des hautes écoles. Dans ce contexte, le SRC prend contact avec des entreprises, des hautes écoles, des instituts de recherche ainsi qu'avec des offices fédéraux. En 2021, 46 entretiens ont été menés avec des entreprises dans le cadre de Prophylax et 10 entretiens ont été organisés dans le cadre de Technopol. De plus, 17 entretiens de sensibilisation ont été organisés.
www.vbs.admin.ch (FR / Sécurité / Recherche de renseignements / Espionnage économique)

Mesures de recherche soumises à autorisation | En cas de menace grave et imminente dans les domaines du terrorisme, de l'espionnage, de la prolifération, des attaques contre des infrastructures critiques ou pour la sauvegarde d'autres intérêts nationaux importants selon l'article 3 LRens, le SRC peut ordonner des mesures de recherche soumises à autorisation. Ces mesures sont régies par l'article 26 LRens. Elles doivent être autorisées par le Tribunal administratif fédéral et avalisées par la cheffe du DDPS après consultation du chef du DFAE et de la cheffe du DFJP. Ces mesures sont autorisées pour une durée maximale de trois mois. Avant l'échéance de ce délai, le SRC peut faire une demande motivée de prolongation pour trois mois supplémentaires au maximum. Les mesures sont soumises au strict contrôle de l'Autorité de surveillance indépendante des activités de renseignement et de la Délégation des Commissions de gestion.

Mesures autorisées et avalisées en 2021

Tâches (art. 6 LRens)	*Opérations*	*Mesures*
Terrorisme	1	8
Espionnage	1	56
Prolifération NBC	0	0
Attaques visant des infrastructures critiques	0	0
Total	**2**	**64**

Personnes concernées par ces mesures 2021

Catégorie	*Nombre*
Personnes ciblées	6
Tiers (art. 28 LRens)	1
Personnes inconnues (par ex. uniquement numéro de téléphone connu)	0
Total	**7**

Méthode de comptage

- Chaque prolongation autorisée et avalisée d'une mesure (possible plusieurs fois pour chaque fois trois mois au maximum) est comptée comme une nouvelle mesure, car toute prolongation doit être à nouveau demandée et motivée dans le cadre de la procédure ordinaire.
- Les opérations ainsi que les personnes concernées ne sont en revanche dénombrées qu'une fois par année, cela également dans le cas où des mesures sont prolongées.

Exploration du réseau câblé | Depuis l'entrée en vigueur de la LRens, le SRC est aussi habilité à procéder à l'exploration du réseau câblé pour la recherche d'informations sur des événements importants en matière de politique de sécurité se produisant à l'étranger (art. 39 ss LRens). Comme l'exploration du réseau câblé sert à collecter des informations portant sur l'étranger, elle n'est pas considérée comme une mesure de recherche soumise à autorisation en Suisse. L'exploration du réseau câblé ne peut toutefois être réalisée qu'avec la participation des exploitants de réseaux câblés et des opérateurs de télécommunications suisses qui ont l'obligation de transmettre les signaux correspondants au Centre des opérations électroniques de l'armée suisse. C'est pourquoi la LRens, à l'article 40 s., prévoit l'obligation d'obtenir une autorisation selon une procédure d'aval analogue à celle prévue pour les mesures soumises à autorisation pour confier un mandat d'exploration à un exploitant ou à un opérateur. A fin 2021, 3 mandats d'exploration du réseau câblé étaient en cours d'exécution.

Exploration radio | L'exploration radio est elle aussi axée sur l'étranger (art. 38 LRens), ce qui signifie qu'elle ne peut porter que sur des systèmes radio qui se trouvent à l'étranger. Dans la pratique, cela concerne avant tout les satellites de télécommunications et les émetteurs à ondes courtes. À l'inverse de l'exploration du réseau câblé, l'exploration radio ne requiert pas d'autorisation puisqu'elle n'implique pas d'obligation d'informer pour les opérateurs de télécommunications. A fin 2021, 32 mandats d'exploration radio étaient en traitement.

Examens effectués dans le cadre du Service des étrangers et demandes d'interdictions d'entrée en Suisse | En 2021, le Service des étrangers du SRC a examiné 4395 demandes sous l'angle d'une mise en danger de la sûreté intérieure (accréditations pour des diplomates et des fonctionnaires internationaux ainsi que demandes de visa et autorisations de séjour ou de travail soumises au droit des étrangers). Dans 3 cas, le SRC a requis le rejet de la demande d'autorisation de séjour. Dans un cas, il a recommandé le refus d'une demande d'accréditation. Le SRC a en outre examiné 728 dossiers de requérants d'asile sous l'angle d'une éventuelle mise en danger de la sûreté intérieure de la Suisse. Dans un cas, il a signalé un risque potentiel. Sur les 42 314 demandes de naturalisation que le SRC a examinées à l'aune de la LRens, il a recommandé dans 5 cas le rejet de la demande ou a fait valoir des réserves concernant la sûreté. Dans le cadre de la procédure de consultation Schengen en matière de visas Vision, le SRC a examiné 401 958 fichiers selon le critère de la mise en danger de la sûreté intérieure de la Suisse, recommandant un refus dans 3 cas.

En outre, le SRC a procédé à un examen des données API (Advance Passenger Information) de 1 184 409 personnes portant sur 9634 vols. Les données API qui ne fournissent aucun résultat lorsqu'elles sont comparées avec les données dont dispose le SRC sont effacées par ce dernier après un délai de 96 heures. Le SRC a par ailleurs demandé à fedpol de prononcer 204 interdictions d'entrée en Suisse (87 ont été prononcées, 117 demandes étaient encore en traitement à fin 2021. Aucune demande n'a été retournée au SRC).

Contrôles de sécurité relatifs aux personnes | Dans le cadre des contrôles de sécurité relatifs aux personnes effectués pour le compte de la Chancellerie fédérale et du Service spécialisé chargé des contrôles de sécurité relatifs aux personnes du DDPS, le SRC a mené 1753 recherches d'informations à l'étranger et 186 examens approfondis relatifs à des personnes enregistrées dans les systèmes d'information et de stockage des données du SRC.

Liste des abréviations

API	Advance Passenger Information
AUKUS	Partenariat trilatéral de sécurité (États-Unis, Australie, Grande-Bretagne)
GNL	Gaz naturel liquéfié
PAGC	Plan d'action global commun
LRens	Loi fédérale sur le renseignement
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PKK	Parti des travailleurs du Kurdistan
UE	Union européenne

Rédaction
Service de renseignement de la Confédération SRC

Clôture de la rédaction
Juin 2022

Contact
Service de renseignement de la Confédération SRC
Papiermühlestrasse 20
CH-3003 Berne
E-mail : info@ndb.admin.ch
www.src.admin.ch

Diffusion
OFCL, Vente des publications fédérales,
CH-3003 Berne
www.publicationsfederales.admin.ch
n° d'art. 503.001.22f
ISSN 1664-4697

LA SÉCURITÉ DE LA SUISSE
Service de renseignement de la Confédération SRC
Papiermühlestrasse 20
CH-3003 Berne
www.src.admin.ch / info@ndb.admin.ch